

Chassez la bureaucratie ! Des soviets d'ouvriers et de soldats doivent gouverner !

Chine : pour la révolution politique prolétarienne !



La place Tiananmen envahie par les manifestants. La population a répliqué au massacre de Tiananmen en incendiant des véhicules militaires.

6 juin - Le stalinisme chinois a provoqué une révolution politique qui pourrait bien sonner le glas de ce régime bureaucratique et antiouvrier. Le massacre d'étudiants et d'autres manifestants par le régime méprisé de Deng Xiaoping a amené la Chine au bord de la guerre civile. Le bain de sang qui a fait peut-être plusieurs milliers de victimes n'a pas réussi à intimider la population. Les révoltés héroïques sont

sortis de la place Tiananmen de Pékin en chantant l'hymne ouvrier socialiste *l'Internationale*. Ils se sont battus contre les tanks à coups de pierre, barre de fer et cocktail Molotov. « *Cet énorme mouvement de masse montre que le peuple chinois a toujours le même vieil esprit révolutionnaire* », déclarait avec une fierté évidente un vieux communiste chinois à la télévision américaine.

On peut voir un peu partout dans Pékin des bus et des véhicules militaires incendiés. Alors que le régime a caractérisé les étudiants de « contre-révolutionnaires », de nombreux témoignages nous sont parvenus, parlant de soldats éclatant en larmes, face à la colère des masses. De nombreux hommes de troupe ont abandonné leurs camions et leurs engins blindés et quelques-uns les ont même incendiés. Il

y a déjà eu des affrontements entre des unités militaires qui soutiennent les jeunes manifestants et celles qui soutiennent le régime décrépît de Deng. On a vu une colonne de limousines Drapeau rouge emmenant les dirigeants principaux du parti hors du quartier réservé de Zhongnanhai, le Kremlin de Pékin. Les foules ont applaudi des soldats sympathiques à leur lutte qui rentraient

Suite page 9

Les défenseurs de Jalalabad brisent le siège

Après deux mois de combats acharnés, les forces afghanes ont réussi à briser le siège meurtrier de Jalalabad par les rebelles soutenus par la CIA. *L'Independent* de Londres

M 2651 - 94 - 5,00 F



Afghanistan

rapportait le 12 mai : « *Les troupes gouvernementales ont réussi à briser le siège de la ville de Jalalabad et ont repris les positions clés tenues par les moudjahidins, dont la stratégie est en déroute. Une colonne blindée afghane, ouvrant vers l'est la route de Torkhom sur la frontière pakistanaise, a été capable de re-*

prendre les avant-postes tenus par les guérillas à quelques kilomètres de la ville. » Une agence de presse au Pakistan ajoutait : « *Le régime de Kaboul a remporté un grand succès en réouvrant également la route entre Kaboul et Jalalabad* », permettant un réapprovisionnement en munitions de la ville.

La majeure partie de la presse bourgeoise internationale, et en particulier la presse française, a fait le

Suite page 2



Robert Nickelsberg

L'armée afghane a tenu.

Fonds d'aide aux victimes civiles de Jalalabad

Ci-contre, le récapitulatif des fonds récoltés du 9 avril au 6 juin par le Fonds d'aide aux victimes civiles de Jalalabad, ouvert par le Comité de défense sociale (CDDS) et ses organisations sœurs en Australie, Grande-Bretagne, Canada, USA, Italie et RFA. Chaque organisation de défense légale et sociale a ouvert un compte séparé pour la campagne financière. Des reçus ont été établis pour toutes les sommes récoltées, sommes envoyées au compte postal « Victimes de Jalalabad » de l'ambassade afghane à Paris. La totalité des frais administratifs et des coûts en publicité en relation avec le Fonds d'aide aux victimes civiles de Jalalabad est à la charge des organisations de défense de chaque pays.

La comptabilité de la campagne financière est ouverte à l'examen de toute organisation ouvrière légitime. Le tableau montre les sommes virées sur le compte de l'ambassade afghane à Paris, les sommes reçues par les différents Fonds d'aide aux victimes civiles de Jalalabad mais non encore créditées et le total des deux qui correspond à la totalité des fonds collectés dans chaque pays. Ces sommes apparaissent dans la monnaie du pays, avec entre crochets l'équivalent approximatif en francs envoyé à l'ambassade ou, pour les sommes non encore virées, l'équivalent en francs aux taux de change du 6 juin.

	Sommes virées	+	Sommes non encore créditées	=	Total collecté
Australie Partisan Defence Committee Reçus n° 1 à 30	A\$ 3.568,71 [FF 18.177,51]		A\$ 0,00 [FF 0,00]		A\$ 3.568,71 [FF 18.177,51]
Grande-Bretagne Partisan Defence Committee Reçus n° 1 à 100 et 2-1 à 2-84	£ 3.712,57 [FF 39.278,99]		£ 55,95 [FF 591,95]		£ 3.768,52 [FF 39.870,94]
Canada Partisan Defence Committee Reçus n° 95401 à 95479	C\$ 3.531,33 [FF 19.680,10]		C\$ 294,73 [FF 1.642,53]		C\$ 3.826,06 [FF 21.322,63]
France Comité de défense sociale Reçus n° 1-1 à 1-50 et 2-1 à 2-18	FF 31.501,10		FF 0,00		FF 31.501,10
Italie Comitato di difesa sociale e proletaria Reçus n° 1 à 110	L. 2.644.565,00 [FF 12.384,50]		L. 0,00 [FF 0,00]		L. 2.644.565,00 [FF 12.384,50]
Etats-Unis Partisan Defence Committee Reçus n° 5001 à 5174	US\$ 14.779,27 [FF 99.641,84]		US\$ 401,25 [FF 2.705,23]		US\$ 15.180,52 [FF 102.347,07]
Allemagne de l'Ouest Komitee für soziale Verteidigung Reçus n° 1 à 79	DM 7.864,18 [FF 26.669,79]		DM 0,00 [FF 0,00]		DM 7.864,18 [FF 26.669,79]
Total international (en francs français)	FF 247.333,83		FF 4.939,71		FF 252.273,54

Jalalabad...

Suite de la page 1

silence sur cet échec retentissant des moudjahidins soutenus par le Pakistan et les Etats-Unis. Mais la confirmation est venue. Ainsi, le *Süddeutsche Zeitung* de Munich (17 mai) titrait « Les rebelles avouent leur défaite », écrivant : « Des sources rebelles au Pakistan ont annoncé et confirmé que les troupes du régime de Kaboul ont brisé le siège des moudjahidins autour de Jalalabad et que les combats ont diminué d'intensité autour de cette ville afghane de l'est. » Après avoir abandonné leur politique visant la prise de Jalalabad, les guérillas réactionnaires ont tourné leur feu contre la ville de Khost, plus au sud, et à quelques kilomètres seulement de la frontière pakistanaise. Selon une dépêche d'*Associated Press* datée du 16 mai, l'aviation, les missiles et l'artillerie du gouvernement afghan ont tué à peu près 1 200 rebelles depuis le début de l'assaut lancé à la mi-mai contre Khost.

Contrairement aux attentes des moudjahidins, des USA et des « conseillers » pakistanais, les soldats gouvernementaux n'ont pas déserté et pris la fuite aussitôt que les troupes soviétiques se sont retirées. Leur victoire à Jalalabad a été rendue possible grâce au flux ininterrompu d'armes soviétiques qui ont continué à arriver à Kaboul et par le courage et la rage de vaincre des combattants. « Le pays ou le cercueil » était le cri de guerre des défenseurs de Jalalabad.

Ces combats victorieux ont largement renforcé la position du gouvernement de Kaboul et du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) nationaliste de gauche. La déroute des moudjahidins à Jalalabad renforcera assurément le moral de la population et des combattants à travers tout le pays. En se maintenant dans cette capitale provinciale stratégique sur la route qui relie la passe de Khyber à Kaboul, les forces gouvernementales ont dans les faits mis en échec les plans des rebelles visant à attaquer la capitale. Les moudjahidins peuvent transporter les bazookas, les missiles antiaériens Stinger et les munitions à travers les montagnes sur leurs mulets du Tennessee (fournis par l'armée US), mais ils ne peuvent faire monter les blindés lourds, indispensables pour la prise de Kaboul. Malgré le recul du PDPA sur les réformes, qui tente ainsi de se concilier les islamistes, le combat des hommes et des femmes de l'armée et de la milice représente un espoir pour le progrès

social en Afghanistan.

Mais le danger est loin d'avoir disparu. Alors que le moral des rebelles fléchit, leurs fourriers à Washington veulent toujours plus de sang. Le président Bush continue à envoyer d'énormes quantités de matériel militaire via le Pakistan parce que, comme le disait un « conseiller » US au *Time* (15 mai) : « Nous continuons à penser que nos gars peuvent gagner. » Cependant, cette opinion n'est pas partagée par d'autres secteurs de la classe dirigeante américaine. Le témoignage le plus spectaculaire en fut l'article de la une du *New York Times* (23 avril) qui a démythifié les valeureux « combattants de la liberté » afghans luttant soi-disant pour « l'indépendance » contre un « régime totalitaire mis en place par Moscou » : « L'assaut frontal lancé par les forces de la guérilla afghane sur Jalalabad, ville stratégique à l'est de l'Afghanistan, fut décidé par le gouvernement du premier ministre Benazir Buttho à une réunion de hauts responsables civils et militaires du Pakistan, en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis [...]. Aucun afghan n'était présent à cette réunion du 5 mars. »

Ainsi, subitement, une partie de la vérité est apparue dans les pages du *New York Times*, le porte-parole semi-officiel de l'opinion impérialiste US. Cette « révélation » ne « dévoile » que ce qui est connu depuis des années, à savoir que le « directoire » des services de renseignements militaires pakistanaise, l'« Inter-Services Intelligence », « a formé la direction rebelle afghane » et que « la CIA a été le principal partenaire du directoire pakistanais ». Cet article inspiré par la CIA était en fait une mise en garde et notait que le siège de Jalalabad « s'est embourbé » et « remet en question la capacité des guérilleros à remporter une victoire rapide, ou même une victoire tout court ». Il est étonnant de voir combien une salve de mitraille et un barrage de tir de missiles soviétiques Scud-B peuvent éclaircir les esprits des supporters enthousiastes des moudjahidins.

Jour après jour, le *New York Times* prêche le défaitisme en Afghanistan : « Avec l'appui des armes soviétiques, Kaboul ne tombera pas » (19 mars). « Les guérillas, ainsi que beaucoup d'autorités militaires occidentales [...] ont sous-estimé la détermination des soldats du gouvernement afghan à se battre » (22 mars). La Maison Blanche, le département d'Etat, la CIA et les hauts responsables des renseignements militaires « qui prédisaient, informel-lement, la chute de Kaboul dans les

quelques semaines suivant le retrait des troupes soviétiques le 15 février, affirment maintenant que cela pourrait prendre quatre à six mois et même plus » (24 mars).

On apprend, toujours dans le même journal, le 3 mai, que les responsables de la Maison Blanche admettent que l'attaque de Jalalabad était un « désastre, une terrible erreur », et affirment que le temps viendrait peut-être bientôt pour une « réévaluation » et un accord avec les Soviétiques. Le *New York Times* reflète le point de vue d'un secteur des cercles politiques de Washington qui veut conjurer la menace d'un désastre imminent. Comme on pouvait le lire dans ses colonnes du 3 avril : « Maintenant que les forces soviétiques se sont retirées » — c'est-à-dire depuis qu'ils ne peuvent plus tuer de Soviétiques —, « il est difficile de savoir en quoi les intérêts américains seront servis par une victoire islamiste en Afghanistan. » Ils veulent miser, à la place, sur la politique de retrait et de concessions traitées à Washington du dirigeant soviétique Gorbatchev, en acceptant son offre d'« arrêt mutuel des livraisons d'armes » en Afghanistan.

Pendant ce temps, la mort et les destructions continuent à s'abattre sur les villes afghanes. Tous les journalistes qui ont visité Jalalabad témoignent de

l'horrible massacre et de la dévastation commis par les rebelles qui ont tiré plus de 130 000 roquettes sur la ville. Même le *New York Times* notait que de « larges parties [de la ville] ont été bombardées et abandonnées, alors que d'autres parties, construites en pisé, se sont écroulées sous les coups impitoyables des roquettes et de l'artillerie des rebelles, qui ont reçu la plus grande partie de leur armement des Etats-Unis. » Le *Monde*, pourtant très discret sur l'Afghanistan ces derniers temps, publiait un reportage le 12 mai où l'on pouvait lire : « Trois mille blessés, pour la plupart des civils [...], ont été admis [dans les hôpitaux de Jalalabad] depuis début mars et... % d'entre eux amputés. Cinq cent cinquante-trois civils ont été tués au cours des bombardements [...]. » Et 60 % des victimes sont des enfants.

La preuve vivante du caractère criminel des rebelles soutenus par la CIA est une raison puissante pour soutenir la campagne d'aide aux victimes civiles de Jalalabad du Comité de défense sociale. Nous demandons instamment aux lecteurs du *Bolchévik* d'envoyer leurs dons à l'adresse suivante : Fonds d'aide aux victimes civiles de Jalalabad - F. Armoiry - BP 33 - 75661 Paris Cedex 14 ou par virement postal à F. Armoiry - CCP 2.187 81 L - Paris. ■

PCF et Jalalabad: mieux vaut tard...

Nous avons pris note avec satisfaction de ce que *l'Humanité* du 2 juin reprend dans une brève l'appel du gouvernement afghan « pour une aide humanitaire en faveur des habitants de Jalalabad ».

Le 7 février, nos camarades américains du Partisan Defense Committee (PDC), alors que les troupes soviétiques s'apprêtaient à se retirer totalement, écrivaient au gouvernement afghan et se proposaient « d'organiser d'urgence une brigade internationale » pour défendre le progrès social en Afghanistan (cf. *le Bolchévik* n° 91, mars). Le gouvernement afghan a jugé à l'époque que cette offre n'était pas nécessaire, mais fin mars il demandait au PDC et à d'autres organisations de participer à une campagne internationale d'aide humanitaire.

Dès la première semaine d'avril, le PDC aux USA et ses organisations sœurs un peu partout dans le monde, dont le Comité de défense sociale (CDDS) en France, se lançaient dans une campagne financière au profit des victimes civiles de Jalalabad assiégée. Le CDDS est une organisation de défense

légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe. Ses objec-
Suite page 11

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale, pour reforgier la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : Xavier Brunoy, William Cazenave (rédacteur en chef), Gilles Cazin, Marc Delvaux, Ian Donnelly, Suzanne Girard, Federico Parodi, Henri Ricmann, Josie Thanner, Jean Thimbault.

REALISATION : Ian Donnelly.
DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.
Le Bolchévik, BP 135-10

75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Gaspard-Monge

55, rue du Fossé-Blanc
92230 Gennevilliers
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Spartacus!

Page de la Jeunesse et des Groupes spartacistes

Paris, Lyon, Rouen: campagnes des Groupes spartacistes

Halte à la terreur raciste!

Lundi 5 juin - Un groupe de col- leurs d'affiches du « Concert pour l'égalité » de SOS-Racisme a été agressé dans la nuit de samedi à dimanche par un « commando d'une quinzaine d'hommes » (Libération, 5 juin), se revendiquant d'un « Groupe d'intervention nationaliste » pour « combattre la société multiraciale » (Ibid.)

Les tueurs racistes mettent en pratique le programme fasciste du Front national. Lorsqu'à Gennevilliers, un jeune Beur de seize ans, Mounin Benali est grièvement blessé par un conseiller municipal du FN, celui-ci revendique ce crime: par la voix de Jean-Yves Le Gallou. Le FN « exige la libération immédiate de Pierre Van Dorpe, injustement incarcéré pour avoir usé de son droit de légitime défense samedi soir » (l'Humanité, 4 mai).

Une revendication satisfaite par la justice bourgeoise de Mitterrand! Le tireur raciste a été remis en liberté sous caution, le 17 mai, alors que le 15 mai des militants de la Jeunesse communiste étaient arrêtés et maintenus en garde à vue pour avoir inscrit sur les murs du périphérique la revendication d'abrogation de la loi Pasqua. Ce gouvernement qui vient de faire voter le nouveau « charter » de lois racistes protège les fascistes et embastille les antiracistes!

La seule revendication démocratique élémentaire consiste à exiger l'abrogation des lois racistes de Mitterrand-Joxe! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

Le 18 mai, l'UTIT (Union des travailleurs immigrés tunisiens) appelle à un rassemblement « pour dire halte aux crimes racistes » (Libération, 15 mai). Le Groupe spartaciste des étudiants de Saint-Denis, qui a récemment apporté sa solidarité aux grévistes immigrés de la COMATEC en construisant un cor-



Le Bolchévik

18 mai - Des militants de la Ligue trotskyste et du Groupe spartaciste des étudiants de Saint-Denis participent au rassemblement contre les crimes racistes au Trocadéro.

Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes!

tège d'étudiants solidaires à leur manifestation, s'est immédiatement mobilisé pour appeler les étudiants au rassemblement. Un « dazibao » a été affiché à l'université de Saint-Denis: « Samedi 29 avril, Pierre Van Dorpe, élu municipal fasciste (du FN) blesse grièvement, en tirant de son domicile, Mounin Benali (seize ans) à Gennevilliers. Mercredi 10 mai, devant le foyer SONACOTRA de Nice, Hocene Ben

Hadjemor, Tunisien de vingt-huit ans, est grièvement blessé par deux balles de 22 long rifle par Ghigo (et deux de ses complices) qui déclare: « Je ne supportais plus la présence des immigrés près de chez moi. » Samedi 13 mai, un jeune artisan marocain, Mansour Sghir (vingt-six ans) est agressé par trois hommes en voiture, puis balancé du haut d'un pont [...]. Parce que ce n'est ni en débattant à la TV ni au parle-

ment, mais dans la rue que l'on combat le fascisme, parce que c'est par des manifestations de front unique des organisations ouvrières pour écraser les fascistes, VENEZ MANIFESTER AVEC NOUS [...]. »

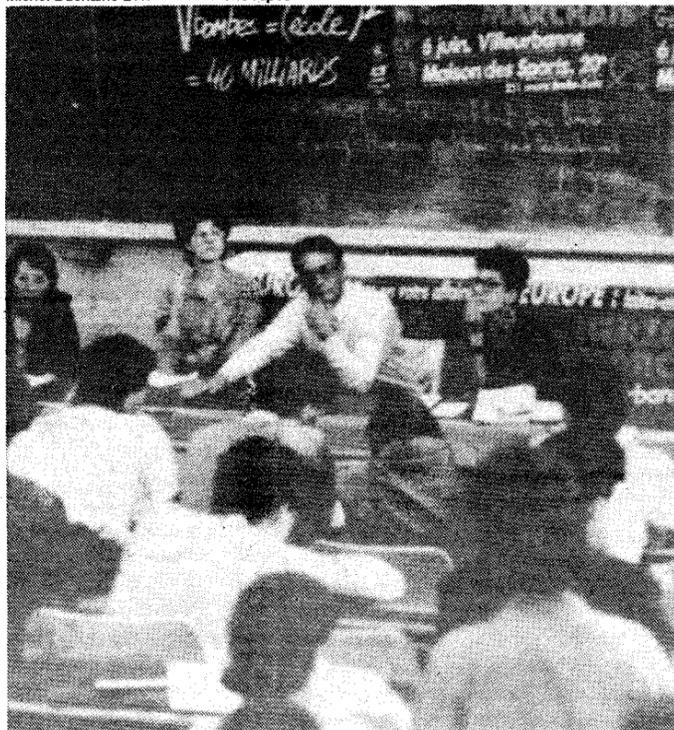
Face à chaque crime raciste, la classe ouvrière doit se mobiliser et montrer sa détermination à défendre ses frères immigrés, c'est-à-dire à se défendre elle-même. Le père du jeune Mounin est ouvrier à la SNECMA à Gennevilliers. La lutte contre la terreur fasciste est une question de vie ou de mort.

Mais à la manifestation du Trocadéro, le PCF n'avait de son propre aveu qu'une délégation symbolique (l'Humanité, 19 mai). Comme nous l'écrivions à la suite de l'attentat meurtrier contre un foyer SONACOTRA, à Cagnes-sur-Mer, le 18 décembre dernier: « Si les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats étaient prêts à lutter autrement qu'en paroles contre la terreur raciste, ils auraient cherché sur le champ à organiser, dans tout le pays, des manifestations ou des grèves de protestation massives, en mobilisant notamment les gros bataillons ouvriers de la grande industrie » (le Bolchévik n° 90, février).

Les Groupes spartacistes se battent sous le drapeau du communisme, afin de gagner des étudiants à la lutte de la classe ouvrière, en défense de tous les opprimés et pour la révolution socialiste. Lorsque le sinistre Le Pen parcourt la France, utilisant la tribune électorale pour ériger ses appels au meurtre contre les immigrés et à la destruction du mouvement ouvrier organisé, nos camarades indiquent la voie de la riposte. A Rouen, le Groupe spartaciste a participé activement à construire la manifestation de protestation

Suite page 4

Michel Duchaine L'Humanité Rhône-Alpes



Sous le feu du trotskysme

Piquet au vif

30 mai - Une camarade militante du Groupe spartaciste des étudiants de Lyon (debout au premier plan) apporte la contradiction à R. Piquet, au cours du meeting électoral du PC sur la fac de Lyon II.

Le 30 mai, sur la fac de Lyon II (Bron), l'UEC et le PCF organisaient un meeting central pour les étudiants sur les élections européennes. A la tribune: René Piquet, président du groupe PCF au parlement de Strasbourg, Sylvie Vassalo, secrétaire de l'UEC ainsi que Mireille Elmalan adjoint au maire de Pierre-Bénite, et tous trois candidats aux européennes sur la liste de P. Herzog. Le débat fut directement lancé par René Piquet qui interpella la salle en demandant: « Faut-il aller voter pour le parlement européen? » Nos camarades du Groupe spartaciste de Lyon II

(Bron), présents au meeting, lui crièrent un « non » ferme. Piquet leur demandant de s'expliquer, du tac au tac une de nos camarades lui répondit: « Le parlement européen n'a de parlement que le nom. En fait, c'est un cache-sexe de l'OTAN. Car les différents impérialismes ne sont d'accord que sur une seule chose: une alliance militaire contre l'URSS et les Etats ouvriers pour reconquérir les marchés perdus depuis des décennies [...]. Les impérialistes ont tous des intérêts économiques divergents. C'est une illusion de croire

Suite page 4

Terreur raciste...

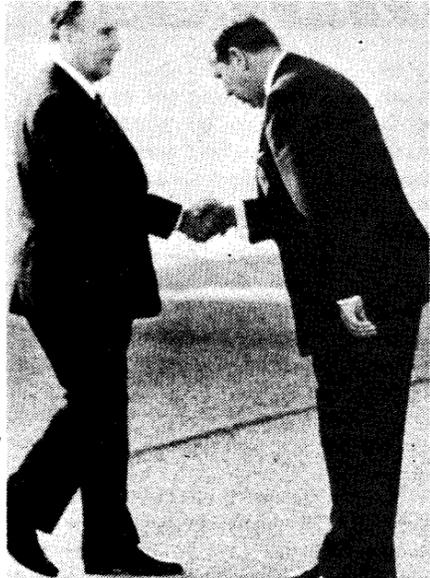
Suite de la page 3

au meeting fasciste du 2 juin (voir l'article ci-dessous).

Nous publions ci-dessous des extraits du tract diffusé par nos camarades du Groupe spartaciste des étudiants de Lyon sur la fac de Lyon II, le 30 mai, lors d'un meeting électoral du PCF pour les européennes (cf. article « Piquet au vif ») :

Dans le week-end du 20 au 22 mai, les locaux syndicaux de l'AGEL-UNEF et de l'UNEF-ID ont été saccagés. [...]

Il faut ôter aux fascistes l'envie de s'attaquer aux « réparateurs de gau-



Der Spiegel

Mitterrand a demandé un toilettage de la loi Pasqua raciste.

chistes» que sont pour eux les fasc. Le minimum à faire serait une riposte massive et immédiate : une mobilisation de front unique incluant les différentes organisations politiques et syndicales de la fac, les étudiants, le personnel ATOS. Le Groupe spartaciste serait prêt

à construire une telle mobilisation. Mais les syndicats n'ont pas comme ligne de mobiliser contre ce genre d'attaques bien qu'ils en soient les victimes.

Les étudiants sont loin d'être la première cible des fascistes : crimes racistes, attaques de militants ouvriers, campagnes anti-homosexuels, campagnes contre les malades du SIDA et autres « anormaux ». La passivité des organisations ouvrières a permis aux bandes fascistes de multiplier leurs appels aux meurtres : parades pour les fêtes de Jeanne d'Arc, défilés du 1^{er} mai (c'est une sinistre provocation car cette date est un symbole de lutte du mouvement ouvrier international) ou autres meetings ou ratonnades organisées. La semaine dernière encore, après l'arrestation de Touvier, ils ont profané une synagogue à Rouen avec des croix gammées et des appels à l'holocauste : « Mort aux Juifs. » Il faut les faire rentrer dans leur trou ! Une mobilisation ouvrière/immigrée, solidement organisée et déterminée, pourrait interdire l'accès du Palais des Sports (lieu du meeting de Le Pen le 3 juin à Lyon) pour empêcher les appels aux meurtres et les ratonnades qui peuvent s'en suivre. Seule la classe ouvrière a la force sociale pour arrêter les fascistes : Mai 68 avait montré la voie en les vidant des universités. Etudiant, allie-toi au mouvement ouvrier pour participer à ces actions de front unique, où toutes les organisations ouvrières et démocratiques, marchant sous leurs propres bannières et avec leurs propres mots d'ordre, frappent ensemble pour stopper les fascistes.

Mais au lieu de préparer une riposte salutaire aux provocations fascistes, les organisations « de gauche » ont une politique suicidaire. Le PC et LO ont organisé des débats télévisés avec Le Pen et ses sbires (alors que les fascistes développent un programme pour tuer, et non pas de « mauvaises idées »). On ne discute pas avec les fascistes. Il faut les écraser avant qu'ils nous écrasent ! Le PC demande même la protection de l'Etat bourgeois et de ses flics « démocratiques »,



Le Bolchévik

Dans le cortège de la LTF, à la manifestation anti-Le Pen du 27 janvier 1988 appelée par le PCF. Mobilisation que la direction Marchais s'est empressée d'enterrer. Il faut des mobilisations ouvrières de front unique de masse pour écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent !

« oubliant » qu'une bonne partie des criminels racistes sont des flics et ont écopé de peines symboliques [...]. Aucune confiance dans les flics et la justice pour arrêter les fascistes ! Milices ouvrières/immigrées pour protéger les quartiers immigrés ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !

Aujourd'hui comme hier, ceux qui refusent de se battre efficacement contre Le Pen se jettent à la première occasion dans les bras de Mitterrand sous prétexte de « barrer la route à la droite et à l'extrême droite ». Ce sont pourtant les gouvernements Mitterrand qui ont gonflé les voiles des fascistes en menant une politique antiouvrière, anti-immigrés, antisoviétique, notamment autour de la Pologne et de l'Afghanistan. Le but des Mitterrand, Bush et Cie est de faire plier la classe

ouvrière et reconquérir les marchés de l'URSS, perdus depuis 1917. Et les fascistes sont d'accord avec ce programme. Mitterrand et Le Pen sont dans le même camp en Afghanistan : pour les « combattants de dieu » intégristes qui veulent réinstaurer le 7^e siècle, contre les femmes dévoilées et alphabétisées que l'Armée rouge protégeait (avant la trahison de Gorbatchev qui a retiré les troupes soviétiques) et qui se battent pour leur vie dans l'armée afghane.

Etudiant, choisis le camp du prolétariat et rejoins-nous pour construire le parti révolutionnaire armé du programme de Lénine et Trotsky. Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout !

Groupe spartaciste de Lyon 2/Bron, le 29 mai 1989

Piquet au vif...

Suite de la page 3

qu'ils puissent s'allier économiquement [...]. Que propose le PCF ? Il entretient des illusions sur l'Europe économique de 92, et surtout il ne dénonce pas le but réel de cette façade démocratique que représente le parlement européen. C'est la guerre contre l'URSS qui est débattue à Bruxelles et à Strasbourg [...]. »

Intervention qui fit dire à l'Humanité Rhône-Alpes du 31 mai que leurs candidats : « ont été pris sous le feu - pacifique - des questions », Piquet étant « apostrophé d'emblée par une étudiante, membre d'un groupe trotskyste reprochant au PCF d'entretenir les illusions des gens sur l'Europe [...]. »

Et Piquet de se défendre, nous concédant que le parlement européen, c'est du pipeau, et que « ce que vous appelez l'impérialisme » a bien sûr envie de reconquérir les marchés économiques de l'URSS mais pas maintenant puisque le désarmement est en marche. Et Piquet d'attaquer : « Déserteur, ça ne peut être ni un programme d'action, ni une perspective. Sur ce terrain-là, je ne vous rends pas les armes. » Et une autre camarade du Groupe spartaciste de lui répondre : « Ce que vous avez expliqué [...] c'est qu'il ne faut pas laisser le terrain aux adversaires. C'est votre ligne pour ce parlement bidon qui est juste un bras pour l'OTAN, mais je veux donner deux exemples où il est vraiment possible de se battre et où vous ne faites rien. Premièrement, l'Af-

ghanistan. Depuis dix ans vous appelez au retrait, pour faire plaisir à Mitterrand, et pouvoir rentrer au gouvernement en 81, en croyant à une illusoire coexistence pacifique. Alors qu'il y avait une occasion formidable de ne pas laisser le terrain aux adversaires, les impérialistes et les intégristes, et défendre les frontières de l'URSS. Maintenant que l'Armée rouge est partie, c'est un jeu dangereux de dire que les Afghans peuvent se débrouiller seuls, ça laisse la possibilité d'un massacre des progressistes afghans. Nous, nous avons cherché à intervenir. Nous avons proposé des brigades internationales au gouvernement afghan. Celui-ci a refusé pour des raisons qui lui sont propres, mais nous a proposé de faire une campagne financière pour soutenir Jalalabad. Ce que nous avons fait [...] ! »

A la sortie du meeting, Piquet a acheté le Bolchévik n°93 sur la base des résultats de notre campagne internationale pour Jalalabad, commencée le 9 avril. Notons que le 2 juin, en page 18 de l'Huma, dans une brève, pour la première fois le PCF donnait écho à l'appel du gouvernement afghan à une aide financière ! La politique de désarmement de Gorbatchev met en danger l'Afghanistan, le Nicaragua, l'Angola et le Cambodge, là, où l'impérialisme attaque ; elle affaiblit la lutte des peuples opprimés et mine la défense de l'URSS et des Etats ouvriers déformés. Les militants communistes sincères doivent rompre avec la politique de coexistence pacifique, corollaire au dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays ». Il n'y a qu'une voie révolutionnaire, le retour à la voie de Lénine et de Trotsky. ■

Contre Le Pen à Rouen

Avec les élections européennes, Le Pen a une fois de plus réussi à utiliser en toute impunité la tribune électorale pour lancer ses appels au meurtre raciste. Et une fois de plus, la tournée de meetings du Führer du Front national a été accompagnée d'une flambée d'attentats et de provocations fascistes. A Lyon, le week-end du 20 au 22 mai, les locaux de l'UNEF-ID et de l'AGEL-UNEF ont été saccagés par un commando fasciste. A Rouen, dix jours avant le meeting de Le Pen, le 2 juin, les fascistes peignaient des croix gammées et des inscriptions « Mort aux Juifs » sur les murs de la synagogue.

Ce meeting-provocation de Le Pen devait et pouvait être empêché. Dans un tract diffusé le 29 mai, la section locale de la LTF montrait comment y parvenir : « pour cela la classe ouvrière de Rouen et de sa région doit se mobiliser en masse et de façon bien déterminée, avec des cortèges organisés de chacun de ses bastions : les docks, l'automobile, la chimie, la SNCF, les PTT... Il faut organiser une manifestation de front unique (avec un service d'ordre et une direction bien préparés) de toutes les organisations ouvrières et démocratiques, chacune marchant sous sa propre bannière et avec ses propres mots d'ordre mais frappant ensemble l'hydre hideuse du fascisme. »

« Trop longtemps les bandes de Le Pen ont profité de la passivité des directions réformistes du mouvement ouvrier organisé. Aujourd'hui encore la

direction rouennaise du PCF envisage à ce jour une manifestation... mardi [30 mai], et pour faire un appel à la « justice » - la même qui libère [...] les flics assassins et qui expulse les immigrés. »

« [De] multiples organisations, dont la LCR, appellent à une manifestation le 2 juin. Mais bien loin de fixer pour objectif d'empêcher que se tienne le meeting fasciste, elles se proposent scandaleusement de conclure la manifestation... en soirée musicale ! »

Dans ces conditions, il n'est malheureusement guère étonnant que la manifestation du 2 n'ait réuni qu'environ 300 personnes - dont une trentaine avaient choisi le cortège de la LTF -, à peine plus que le rassemblement « contre tous les racismes » du PCF trois jours plus tôt.

Quant aux dirigeants réformistes du PCF, qui ne peuvent faire croire à personne que dans la région rouennaise ils n'ont pas la capacité de mobiliser des secteurs puissants de la classe ouvrière, ils portent une responsabilité d'autant plus grande dans cet étalage de passivité honteux et démoralisant, rendu encore plus scandaleux par un sectarisme mesquin. Malheureusement, les fascistes, eux, ne plaisantent pas. Ce genre de « riposte » bidon à leurs provocations ne va faire que les convaincre qu'ils peuvent lancer impunément de nouvelles attaques. Il faut des mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent ! ■

La lutte pour une direction communiste

Vive la Ligue communiste internationale !

C'est avec fierté que la Ligue trotskyste de France (LTF) annonce son adhésion à la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) fondée le 13 mai 1989 et continuatrice de la tendance spartaciste internationale (TSI). Cette fierté s'accompagne d'une appréciation lucide, mais optimiste, de l'énorme disproportion entre la modestie de ses forces immédiates et l'ampleur des tâches à accomplir. La LTF est section française de la Ligue communiste internationale (LCI), régie par le centralisme démocratique.

Il y a cinquante ans, Léon Trotsky, compagnon d'armes de Lénine et fondateur de l'Armée rouge, proclamait la création d'une nouvelle internationale porteuse de l'authentique programme léniniste qui a été souillé et abandonné par l'Internationale communiste sous le joug de Staline et de sa clique antirévolutionnaire. Aujourd'hui, la LCI lutte pour reforge la Quatrième Internationale.

A l'approche de la deuxième guerre impérialiste, Trotsky constatait, chaque jour davantage, que les préconditions objectives d'une révolution prolétarienne mondiale étaient plus que mûres, mais qu'il manquait une direction révolutionnaire authentique à la tête du prolétariat pour déraciner le capitalisme décadent et établir un ordre socialiste à l'échelle mondiale. Le flux montant de la barbarie fasciste et la guerre qui s'avançait n'étaient pas les seuls dangers mortels qui, en ces jours décisifs, menaçaient la classe ouvrière internationale : la question de la survie même de l'Union soviétique était posée et, partant, des acquis restants de la révolution d'Octobre.

Aujourd'hui, encore une fois dans une période préparatoire à la guerre, ceux qui luttent contre l'oppression et l'exploitation capitalistes se retrouvent confrontés à la même crise de direction, mais dans une situation différente. Les contradictions de la société soviétique et les problèmes de la lutte révolutionnaire chinoise ont explosé avec d'autant plus de force qu'elles ont été longtemps maintenues sous la chape de plomb bureaucratique. Dans les pays capitalistes, la classe ouvrière est loin d'avoir le même niveau d'organisation et de conscience socialiste qu'elle avait dans les années 20 et 30. Ce sont là les

fruits amers du règne de terreur de Staline en URSS, des trahisons répétées d'opportunités révolutionnaires cruciales et du massacre de militants procommunistes de la Chine à l'Espagne, de la Grèce au Chili en passant par l'Iran. Le stalinisme a certes créé des millions d'anticommunistes et le niveau général

de marché», qui ne peuvent qu'encourager des forces puissantes tendant vers la restauration du capitalisme. Ces « réformes » sont combinées à une « diplomatie » de conciliation, apparemment sans fin, avec l'impérialisme. Cette politique se paie dans le sang en Afghanistan (bien que le siège de

ciste autochtone russe Pamiat croissent sous la protection d'éléments de la bureaucratie. Aujourd'hui, l'existence de la caste bureaucratique - les héritiers de Staline - constitue plus que jamais une menace immédiate et directe pour les acquis d'Octobre : ce qui est à l'ordre du jour n'est rien moins qu'une guerre civile. C'est *seulement* par le retour des travailleurs à la tête de leur Etat, par le gouvernement des soviets (conseils d'ouvriers et de soldats), que la conscience égalitaire - l'idée que nul ne doit vivre de l'exploitation du travail des autres -, conscience qui reste profondément enracinée dans de larges couches des masses ouvrières soviétiques, pourra être mobilisée dans une lutte décisive pour défendre et étendre les acquis d'Octobre.

On voit clairement en Europe de l'Est les effets de ce qu'on appelle le « socialisme de marché ». En Pologne, la désastreuse gestion économique de la bureaucratie stalinienne et la répression ont permis que le mécontentement ouvrier puisse être canalisé dans un « syndicat » clérical réactionnaire soutenu par les banquiers occidentaux et le Vatican. Le congrès de septembre 1981 a révélé que tous les dirigeants de Solidarnosc sont des traîtres à la classe ouvrière, à la solde des impérialistes de l'OTAN. Aujourd'hui, le régime polonais et Solidarnosc sont en train de vendre le pays au FMI et se préparent à démanteler les centres historiques du prolétariat : les chantiers navals Lénine de Gdansk et les mines de la Haute-Silésie. Les staliniens récoltent les fruits amers de leur « autarcie nationale » mythique. A bas les nationalistes staliniens de Moscou à Berlin-Est qui permettent au marché mondial impérialiste de régler les termes de l'échange entre les « pays frères socialistes » ! Reforgez, par la révolution politique prolétarienne, les liens historiques entre les prolétariats allemand et polonais !

En Chine, une révolution politique a commencé. Ce qui au début était un soulèvement étudiant sur de vagues revendications pour plus de démocratie a été rejoint par les travailleurs de Pékin qui sont descendus dans les rues pour chercher, par leur nombre, à bloquer l'armée envoyée contre les manifestants. Certaines unités ont fraternisé avec la foule ; d'autres ont été amenées pour tirer sur le peuple. Un ressentiment immense monte parmi les salariés contre les bénéficiaires de la « construction du socialisme avec des méthodes capitalistes » - une NEP à grande échelle. La seule solution progressiste se trouve dans l'unité de la Chine sous une direction ouvrière. Ce qui pose immédiatement la nécessité d'un parti révolutionnaire, léniniste-trotskyiste. Staline et Mao, et tous les petits Staline et Mao, ont fait tout leur possible pour faire du mot « communisme » un synonyme d'assassinat de son propre peuple et d'obtention de petites concessions de l'impérialisme en lui mangeant dans la main ; ainsi, les bureaucrates chinois se sont faits l'agent militaire de l'Amérique contre le Vietnam. Les illusions des étudiants chinois dans la « démocratie occidentale » viennent en



Le Bolchévik

La banderole de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) déployée pour la première fois à la fête de LO 89.

d'identification du progrès humain à l'idée du communisme est à un point relativement bas. Pourtant, partout dans le monde, l'impérialisme travaille à créer des millions de nouveaux militants subjectivement communistes et nombreux sont ceux qui ressentent l'absence d'une véritable direction révolutionnaire. Le stalinisme, particulièrement dans les pays capitalistes européens où il maintenait une emprise sur de grands secteurs de la classe ouvrière, est entré dans une crise qui pourrait bien lui être fatale. Le programme de l'internationalisme léniniste peut être avancé avec d'autant plus d'impact.

LA PATRIE D'OCTOBRE EST EN GRAVE DANGER. TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS OUVRIERS !

Gorbatchev tente de « restructurer » l'économie soviétique avec un ensemble de « réformes », appelées « socialisme

Jalalabad ait été brisé au grand dam de Washington et des annexionnistes pakistanais ; elle a aussi des implications désastreuses pour les travailleurs du Nicaragua à l'Afrique du Sud, en passant par l'Indochine. Actuellement, en URSS, les antagonismes nationaux menacent de démembrer la patrie de la révolution d'Octobre. Ces antagonismes ont été encouragés par les « réformes » orientées vers le marché, qui ont incité les républiques les plus riches à rechercher une plus grande autonomie par rapport à leurs voisins plus pauvres, et ils ont été nourris par des décennies du chauvinisme grand-russe de la bureaucratie. Dans ce contexte, le mot d'ordre d'« élections libres » et l'agitation pour l'« indépendance nationale », particulièrement dans les Républiques baltes, ne peuvent être qu'une couverture pour le programme de la restauration capitaliste. Si l'agitation nationaliste devait se propager à l'Ukraine, la situation deviendrait extrêmement dangereuse. Les antisémites de l'organisation fas-

Специальный номер о Московском процессе
БЮЛЛЕТЕНЬ ОПОЗИЦИИ
 (БОЛШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)
 Bulletin de l'Opposition (Bolcheviks-Léninistes)

№ 52-53
 Московский процесс -- процесс над Октябрем



La lutte pour la continuité du communisme de Lénine et Trotsky: le « Bulletin de l'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) » ; les premiers numéros du « Militant » (1928) et de « Spartacist » (1964), les journaux des trotskystes américains.

The **MILITANT**

For the Russian Opposition!
 Against Opportunism and Bureaucracy in the Workers Communist Party of America

SPARTACIST
 WITCH HUNT IN THE SWP

Vive la LCI...

Suite de la page 5

partie de la fausse identification du communisme militant avec le maoïsme – c'est-à-dire le primitivisme économique et le « socialisme de caserne », le « grand bond en avant » et la « révolution culturelle ». En même temps, les manifestants étudiants chantent l'Internationale.

L'IMPERIALISME DECADENT A OBTENU UN REPIT

Aujourd'hui, le monde capitaliste reste marqué par la décomposition du bref « siècle américain ». Les USA ont émergé comme la puissance capitaliste dominante après la dévastation de l'Europe et du Japon pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le « nouvel ordre mondial » de Washington s'est vite effiloché, en commençant par la Révolution chinoise et sa conséquence : la réconciliation des USA avec leur ancien ennemi, le Japon, pour en faire un bastion contre l'extension de la révolution en Asie. Cela a continué avec la Révolution cubaine et s'est accentué avec la sale guerre perdue contre les paysans et ouvriers du Vietnam. Le capitalisme américain, plongé maintenant dans un conflit commercial aigu avec le Japon et faisant face à l'impérialisme allemand résurgent qui exige d'occuper sa juste place comme dirigeant de l'Europe capitaliste, est devenu la plus grande nation débitrice du monde ; son appareil industriel de base tombe en ruines, et ses exportations sont de plus en plus centrées sur les matières premières et les produits agricoles. En même temps, ce colosse capitaliste blessé maintient son ambition à être le gendarme du monde, de l'Amérique latine au golfe Arabo-persique. Son arsenal nucléaire pourrait cent fois détruire le monde.

L'antisoviétisme bourgeois des années 80, inauguré par la croisade hypocrite du président américain Carter pour les « droits de l'homme », a été amplifié par tous les apôtres de la guerre froide, depuis Reagan jusqu'à Mitterrand, qui a joué en Europe les sergents-recruteurs pour la campagne de



Deutscher Verlag Wissenschaften

Rosa Luxemburg, la tradition communiste et internationaliste des prolétariats polonais et allemand.

guerre contre le bloc soviétique. La France, avec la constitution en 1981 sous le signe de l'antisoviétisme ouvert d'un gouvernement de collaboration de classes réunissant politiciens bourgeois, PS et PCF (et soutenu par l'« extrême gauche »), a vu la conjonction de deux questions politiques clés : le front populaire issu de la grande peur de 68 et la question russe. Ce pays est même le seul qui ait connu, autour de la Pologne, de telles mobilisations de masse réactionnaires, orchestrées par la

SPARTACIST 4

édition française

no.7 automne 1974

3,00F-\$.50

Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale



social-démocratie et réalisant l'union sacrée, depuis le PCI de Lambert et la LCR de Krivine jusqu'aux fascistes qui ont pu croître sur le fumier de la politique banqueroutière, antiouvrière, anti-soviétique et raciste des gouvernements Mitterrand successifs. La participation du PCF au gouvernement de front populaire antisoviétique a exacerbé à l'extrême sa contradiction entre son attachement fondamental à son propre impérialisme et ses liens avec Moscou, ténus mais garants de son « identité » face à cet autre parti réformiste puissant qu'est le PS. La direction du PCF, qui ne peut pas suivre la voie du PC italien (devenir le parti social-démocrate hégémonique de son pays), ne veut pas connaître le sort fatal du PC espagnol. Depuis sa participation gouvernementale, le PCF connaît une crise endémique qui se marque non seulement dans le désarroi de nombre de militants et l'hémorragie des « renouveaux », « reconstruc-teurs » et autres sociaux-démocrates, mais aussi dans une perte de contrôle sur la classe ouvrière à laquelle il n'a d'autre « perspective » à offrir qu'un nouveau front populaire.

Aujourd'hui les trotskystes, les communistes d'aujourd'hui, dont le but est la conquête prolétarienne du pouvoir d'Etat, sont en même temps les plus sérieux défenseurs des idéaux des Lumières et des acquis de la révolution bourgeoise : la séparation de l'Eglise et de l'Etat – contre l'imposition du fondamentalisme religieux comme programme politique ; contre la censure, que ce soit par les « créationnistes » qui, aux Etats-Unis, cherchent à interdire l'enseignement de l'évolution, par l'Eglise et les forces réactionnaires qui brûlent des cinémas, par les féministes « anti-pornographie » ou par l'autodafé du roman « blasphématoire » de Salman Rushdie ; pour l'égalité des femmes. En Angleterre, où la révolution bourgeoise a eu lieu très tôt et est restée inachevée, nous disons : A bas la monarchie, l'aristocratie, les Eglises établies – Pour une association volontaire des républiques ouvrières dans les îles britanniques ! Au Japon, où la révolution bourgeoise était tardive et faite par le haut, nous exigeons l'abolition du système impérial – Pour une république ouvrière japonaise !

GUERRE ET REVOLUTION

Lénine, dans son ouvrage sur l'impérialisme à l'époque du déclin capitaliste, a montré que le système des relations de classes est maintenant devenu (comme Marx l'avait analysé) un obstacle au développement des forces productives, conduisant à la rivalité inter-impérialiste et à la guerre pour se repartager les dépouilles du monde. La Première Guerre mondiale impérialiste, qui s'est traduite pour les travailleurs par des souffrances sans précédent et

une gigantesque boucherie, a révélé que la plupart des socialistes de la Deuxième Internationale étaient des couards chauvins à la remorque des ambitions impérialistes de leur propre classe dirigeante. Mais, dans les guerres, la défaite peut être la mère de la révolution ; Lénine et les bolchéviks avaient construit un parti révolutionnaire sur une base de granit en rompant clairement avec les sociaux-patriotes ; ils ont été capables de transcender leurs propres formulations théoriques inadéquates (qui niaient la possibilité d'une révolution prolétarienne dans la Russie arriérée), et ils ont ainsi pu diriger la classe ouvrière, peu nombreuse mais militante, pour la prise du pouvoir, sur la base d'un programme internationaliste. Cette victoire historique pour les prolétaires de tous les pays conduisit directement à la fondation de la Troisième Internationale, l'Internationale communiste, qui réussit à démasquer les prétentions « socialistes » des respectables messieurs réformistes de la Deuxième Internationale, et à gagner les ouvriers avancés et militants subjectivement révolutionnaires des cinq continents.

Mais la vague révolutionnaire internationale qui avait soulevé les masses ouvrières de l'Allemagne jusqu'à la Bulgarie reflua et fut refoulée ; l'échec de l'extension de la Révolution russe, et en particulier l'échec de la révolution en Allemagne, avec sa puissante classe ouvrière, maintenait le jeune Etat ouvrier soviétique en situation d'isolement. Dans ses *Leçons d'Octobre*, Trotsky a résumé les causes et implications de l'épuisement de ce cycle de luttes révolutionnaires.

En URSS, dans une situation d'extrême pauvreté et de démoralisation, avec une classe ouvrière décimée et épuisée par la guerre civile, la voie était ouverte pour l'émergence d'une bureaucratie conservatrice, excroissance parasitaire dominant la classe ouvrière. En 1924, cette caste bureaucratique avait acquis la conscience de son existence et se dotait d'un programme : le dogme, contradictoire en lui-même, du « socialisme dans un seul pays » – l'antithèse de la vision internationaliste léniniste qui avait donné son souffle à la révolution. Reposant, en guise de postulat, sur l'illusion qu'il était possible à un Etat ouvrier soviétique isolé de survivre et de coexister avec l'impérialisme capitaliste pendant une longue période, ce programme, entre les mains de Staline, signifiait la destruction de l'Internationale communiste, en tant qu'instrument de la révolution, et conduisit finalement tout droit au meurtre de tous les dirigeants du Parti bolchévique. A la place de la démocratie des soviets, fut créé un monstrueux appareil de contrôle bureaucratique : contrôle exercé d'abord par le parti stalinisé, puis par la fraction

SPARTACIST 4

édition française

no. 5 le 3 mai 1974

0,50F-\$.25

l'OCI ET LES PRESIDENTIELLES:

Pas Seulement une Bêtise, mais un Crime

[Cet article est une version plus longue de l'article paru dans Workers Vanguard No. 43, le 26 avril 1974]

La mort subite du président Pompidou le 2 avril a donné au front populaire un nouveau surris. Les PS et les radicaux de gauche-totalement 42 pour cent des voix lors des élections législatives de mars 1973. Aux élections présidentielles du 5 et 19 mai, leur part des voix risque d'augmenter car la lutte des classes s'est accentuée dans les derniers mois. Mais que le nombre des voix augmente, ou même que l'Union de la Gauche remporte les élections, cela ne signifie en aucun cas une victoire pour la classe ouvrière.

République), soit à la participation au pouvoir du PC. C'est grâce à des manœuvres habiles que Pompidou put continuer, sous une forme affaiblie, la tradition gaulliste de l'Etat fort.

Mais bien que M. Jacques Chaban-Debras jouisse d'une certaine popularité dans l'UDR et dans certaines sections de la petite-bourgeoisie, il est loin d'être un personnage puissant et autoritaire dans la tradition de feu le général. D'ailleurs il fut pendant un temps un radical-socialiste et fut ministre dans les cabinets Mendès-France et Guy Mollet dans les années 50. Durant son mandat comme Premier Ministre (de 1969 à 1972) il perdit graduellement le contrôle réel de son cabinet et dut démissionner après la vague de scandales de 1971-72.

La « Déclaration » de janvier 1974 jetait les bases d'une tendance régie par le centralisme démocratique international – dont le refus de principe de voter pour les partis ouvriers réformistes dans un front populaire, comme en 74

et 81 en France. de Staline et finalement par Staline secondé par une poignée d'acolytes, après les procès-purges qui élimineront la vieille garde bolchévique.

Depuis le « rapport secret » de Khrouchchev en 1956, les héritiers de Staline qui siègent au Kremlin ont été de plus en plus contraints de reconnaître les crimes de Staline (une évolution qui a été relancée avec la *glasnost* de Gorbatchev) : la brutalité de la collectivisation forcée, les déportations et exécutions d'opposants, la purge de l'Armée rouge à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. La *glasnost* de Gorbatchev (qui est en partie le reflet de l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants soviétiques n'ayant eu aucune responsabilité personnelle dans les forfaits de Staline, ainsi que du développement d'une nouvelle couche d'universitaires et de bureaucrates soviétiques embarrassés par l'évidente indigence de l'histoire soviétique officielle) constitue principalement une réponse aux problèmes insurmontables de l'économie soviétique. L'appel à davantage d'« ouverture » dans les discussions politiques est conçu centralement comme une addition à la *perestroïka* (la « restructuration » de l'économie selon les forces du marché), et une grande partie du débat a comme objectif à peine caché de redorer le blason de la réputation de Boukharine et du programme économique de l'Opposition de droite.

Les gorbatchéviens n'ont cependant pas réussi à empêcher l'émergence de discussions sur la « page blanche » par excellence de l'histoire soviétique : Léon Trotsky. Alors que les héritiers de Staline cherchent à remplacer leurs mensonges discrédités par des déformations nouvelles et différentes, la question de Trotsky est potentiellement explosive, car Trotsky – contrairement à Boukharine, partenaire de bloc de Staline jusqu'en 1929 – a mené contre Staline et les épigones une bataille visant à remettre la politique intérieure et internationale de la Russie soviétique sur les rails des principes léninistes. La politique pour laquelle Trotsky a combattu de 1923 jusqu'à son assassinat par un tueur stalinien représente l'alternative léniniste à Staline, le « fossyeur de la révolution ». Aujourd'hui, la voie de Trotsky est pour l'URSS le seul moyen de survivre.

Dès 1923, Trotsky et ses partisans de l'Opposition de gauche cherchèrent à répondre aux problèmes d'une économie soviétique dévastée grâce à une politique visant à reconstituer un prolétariat industriel et à surmonter les divisions entre villes et campagnes, le tout au travers d'une perspective de développement industriel. Ils prédisaient que le programme de Boukharine de socialisme à « une allure de tortue », mis en application par Staline, renforcerait puissamment les forces poussant

à une restauration du capitalisme et finirait par obliger la clique dirigeante à adopter les mesures proposées par la gauche. C'est ce qui se produisit, mais au lieu de la politique de la gauche (collectivisation volontaire, avec comme incitation la mécanisation de l'agriculture), la version stalinienne fut une collectivisation forcée aujourd'hui tristement célèbre.

On ne peut contester le fait que l'économie soviétique, même avec une direction bureaucratique, a réalisé de gigantesques progrès et qu'un pays moderne a été forgé dans ce qui était autrefois la Russie arriérée. Néanmoins, la brillante analyse de l'économie et de la société soviétiques développée par

l'Internationale sur une voie révolutionnaire. Mais quand les nazis arrivèrent au pouvoir en Allemagne, en 1933 – sur la base de la peur qu'avait la bourgeoisie d'une révolution dont l'acteur serait la puissante classe ouvrière pro-socialiste d'Allemagne –, les staliniens refusèrent de se battre. Et ce désastre ne provoqua pas non plus de lutte significative, au niveau international, à l'intérieur des partis communistes. Les trotskystes déclarèrent qu'il était impossible de réformer la Troisième Internationale. En particulier après la promulgation, en 1935, de la politique de « front populaire » – la perspective systématique d'une alliance avec les partis de l'impérialisme prétendument

Deutscher, qui argumentaient qu'elle était prématurée. Trotsky insistait qu'au contraire la deuxième guerre impérialiste mondiale, comme la première, provoquerait à travers le monde capitaliste des convulsions sociales et une nouvelle vague de luttes révolutionnaires. Et il prédisait que le fragile système du régime stalinien en URSS (qui s'était développé sur la base d'une acceptation du répit obtenu par l'impérialisme mondial avec l'échec de la vague révolutionnaire de l'après-Première Guerre mondiale) s'écroulerait sous l'impact d'une nouvelle guerre mondiale, ou peu après.

La validité des prévisions de Trotsky fut en fait confirmée par l'effondrement

anglo-américain était cependant conditionnelle. C'est l'Armée rouge qui avait écrasé la *Wehrmacht* de Hitler ; de plus, les fantoches est-européens de Hitler s'étaient tous précipités à l'état-major américain le plus proche, laissant derrière eux un vide de pouvoir rapidement comblé par l'armée soviétique occupant ces pays. Les impérialistes victorieux durent diviser l'Europe avec Staline.

La guerre avait fait des ravages parmi les faibles forces de la Quatrième Internationale. Ayant engagé la bataille contre le fascisme et la guerre, elles furent, dans les faits, vaincues militairement. L'anéantissement physique de l'Opposition de gauche en URSS fut parachevé par l'assassinat de Trotsky commis par un agent stalinien, en 1940 au Mexique. En Europe et en Asie, de nombreux cadres trotskystes furent éliminés par la terreur fasciste et par les hommes de main de Staline. La disparition des jeunes dirigeants trotskystes les plus prometteurs fut un des facteurs qui contribuèrent à l'apparition, au début des années 50, d'un courant révisionniste au sein de la Quatrième Internationale. Un autre facteur fut la passivité du Socialist Workers Party (SWP) américain, qui s'est refusé à prendre sa pleine responsabilité dans la direction internationale, bien qu'il fût un parti relativement puissant qui avait entretenu avec Trotsky une collaboration étroite et qui était implanté dans un pays resté à l'écart des véritables carnages de la guerre mondiale.

Le courant révisionniste, dirigé par l'impressionniste Michel Pablo (représenté aujourd'hui en France par Krivine), abandonnait la perspective de révolutions ouvrières afin de devenir entraine et suiviste des partis réformistes de masse, et tout particulièrement des PC. Se prosternant devant le fait accompli – le maintien du stalinisme –, les révisionnistes avaient décidé que celui-ci durerait peut-être pendant « des siècles ». En conséquence de quoi, ils avaient décrété qu'une « nouvelle réalité mondiale » – l'obligerait à jouer un rôle « approximativement révolutionnaire » – éliminant ainsi la nécessité de partis trotskystes. Quelques années plus tard, les chars soviétiques écrasèrent la Révolution hongroise de 1956. C'est une évidence, qui est encore prouvée aujourd'hui s'il en était besoin, que dans le monde entier les PC ne peuvent pas jouer un tel rôle révolutionnaire ; et la caste bureaucratique de Staline et de ses héritiers a amené en Union soviétique la menace d'une guerre civile, et une révolution politique a commencé en Chine. Ces jours-ci, la crise finale du stalinisme annoncée par Trotsky est d'actualité.

Aujourd'hui, après être passés par une période d'enthousiasme (à distance) guérilliste/prostalinien, au cours de laquelle ils couvrirent honteusement le massacre des trotskystes vietnamiens, après avoir couru derrière l'« eurocommunisme » et les dissidents soviétiques, après avoir apporté un puissant soutien à Solidarność – les admirateurs du maréchal Pilsudski (le fondateur bonapartiste de la Pologne capitaliste moderne) –, les représentants de ce courant révisionniste sont maintenant en situation de jouer le rôle néfaste de propagandistes bruyants de ceux qui exigent la « libération nationale » pour les Républiques baltes. Dans leur bouche, le mot « trotskysme » devient une nouvelle mouture de social-démocratie de gauche.

La bourgeoisie célèbre à l'avance la « fin du communisme ». Ce sont en fait les bureaucraties stalinienne qui ont effectivement atteint le point de la crise finale. Mais elles sont arrivées à cette crise parce qu'elles sont opposées à tout ce qui est le communisme. Les antagonismes nationaux en Union soviétique, la révolte en Chine, sont des réactions aux politiques du « socialisme de marché » qui sont contradictoires

Suite page 8



Novosti

Trotsky dans *la Révolution trahie* (1936) garde, cinquante ans après, une importance fondamentale pour la compréhension de l'Union soviétique d'aujourd'hui. Seule la perspective trotskyste de révolution politique prolétarienne, pour mettre un terme à la dépossession politique de la classe ouvrière par une caste bureaucratique privilégiée, peut libérer la créativité et la productivité des travailleurs soviétiques et réguler les problèmes (par exemple, le problème de la qualité, investissements dans l'industrie lourde et dans l'industrie des produits de consommation, égalitarisme et « stimulants matériels », planification centralisée et contrôle local) auxquels l'économie soviétique est régulièrement confrontée et qui ont réapparu aujourd'hui sous une forme encore plus aiguë.

Dans les années 20, l'Opposition de gauche, rejetant le dogme suicidaire du « socialisme dans un seul pays », luttait pour réaffirmer la perspective de l'extension internationale de la révolution comme seule réponse efficace à l'isolement et à l'encercllement capitaliste du premier Etat ouvrier. Les événements de Chine, où la subordination opportuniste (ordonnée par Staline) des communistes au Kuomintang nationaliste-bourgeois traître de Tchang Kaïchek, conduisit à l'écrasement d'une puissante lutte révolutionnaire, furent la confirmation des mises en garde de Trotsky. Mais alors que certains des partisans de Trotsky estimaient que cette confirmation conduirait à un renforcement de l'Opposition de gauche, Trotsky fit remarquer que, alors qu'une révolution chinoise victorieuse aurait renforcé la conscience de classe et la confiance en lui-même du prolétariat soviétique et international, une défaite de la lutte révolutionnaire ne ferait que renforcer l'emprise de Staline.

L'Opposition de gauche internationale, constituée en 1930, après que Trotsky eut été exilé d'URSS, se considérait comme une fraction de la Troisième Internationale, mise à l'extérieur de force et luttant pour remettre

« démocratique » – on ne pouvait échapper à la conclusion qu'il n'y avait aucune place pour des révolutionnaires à l'intérieur des PC staliniens. A la place de l'Internationale révolutionnaire de Lénine, un puissant appareil anti-révolutionnaire avait été consolidé, un nouvel obstacle à la révolution, plus discipliné et plus efficace que la vieille social-démocratie. L'amalgame mensonger entre stalinisme et bolchévisme assura à Staline des agents politiques disciplinés dans le monde entier ; seul Staline et peut-être une demi-douzaine de ses acolytes (lesquels changèrent au cours du temps) savaient de quoi il retournait. Des millions de militants qui appliquaient ses ordres, allant y compris jusqu'à l'assassinat de trotskystes, croyaient que, ce faisant, ils combattaient pour le socialisme.

En 1933, les trotskystes se constituèrent en une Ligue communiste internationale (Bolcheviks-léninistes), exprimant par-là qu'ils savaient le besoin impératif d'une nouvelle et authentique Internationale communiste, la Quatrième Internationale. Trotsky prévoyait, avec juste raison, que la menace du fascisme allemand conduirait tout droit à une guerre contre l'Union soviétique. Alors que les rivalités et les réalignements interimpérialistes prenaient forme, les trotskystes avaient engagé une course contre la montre pour briser l'emprise du stalinisme sur les ouvriers avancés. La Quatrième Internationale fut fondée en 1938, sur la base du document *Agonie du capitalisme et les Tâches de la Quatrième Internationale* (le *Programme de transition*), et de la perspective, développée dès 1934 dans « la Guerre et la Quatrième Internationale » (Trotsky, *Oeuvres*, tome 4), d'un défaitisme révolutionnaire intransigeant envers tous les belligérants impérialistes (y compris ceux alliés à l'URSS), combiné avec le défaitisme révolutionnaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique.

La proclamation de la Quatrième Internationale se heurta à l'opposition de certains militants, comme Isaac



Léon Trotsky (ci-dessus) a dirigé aux côtés de Lénine la révolution d'Octobre, fondé l'Armée rouge et combattu l'usurpation stalinienne de la révolution.

initial de l'Armée rouge face à l'invasion hitlérienne, tout comme par la situation sociale tumultueuse qui prévalait en Europe de l'Ouest à la fin de la guerre. En Italie et en Grèce, il fallut la trahison ouverte des staliniens pour désarmer militairement et politiquement les forces de la résistance de gauche et remettre le pouvoir aux mains de la bourgeoisie. (En Yougoslavie, les partisans de Tito refusèrent par contre de se suicider – ils conduisirent à la victoire une révolution indigène, basée sur la paysannerie, et établirent un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé.) En France, les staliniens soutenaient la « reconstruction nationale », le rétablissement d'un régime bourgeois stable. L'insistance de Trotsky sur la nécessité d'une direction révolutionnaire fut confirmée de manière tragique par les résultats découlant de l'absence d'une telle direction : les staliniens, qui en France et en Italie, sur la base de leur résistance aux nazis, étaient sortis de la guerre plus forts, réussirent à contenir la lutte révolutionnaire.

Un élément central pour expliquer cela, c'est que Staline avait réussi à faire avaler le mensonge que la Deuxième Guerre mondiale, du côté des Alliés impérialistes, était une lutte de libération, que c'était une grande bataille contre le fascisme et pour un monde meilleur. Dans le contexte de l'aversion populaire à l'égard du fascisme, la politique de front populaire de Staline – l'alliance avec l'impérialisme « démocratique » – empêcha le développement dans les masses d'un sentiment anti-guerre similaire à la radicalisation massive de la Première Guerre mondiale. Le mensonge réussit : une grande partie de la population accepta comme une guerre populaire contre le fascisme une guerre menée en fait pour que l'impérialisme américain en émerge comme la puissance impérialiste dominante – le gendarme du monde capitaliste qui fit pleuvoir la mort sur le Vietnam pendant deux décennies après Dien-Bien-Phu.

La victoire du bloc impérialiste

Vive la LCI...

Suite de la page 7

avec la planification socialiste centralisée. La camisole de force bureaucratique sur la vie politique et culturelle, la politique de conciliation qui ne fait qu'aiguiser les appétits de l'impérialisme - tout cela n'est pas le communisme, mais son antithèse.

UN PROGRAMME INTERNATIONAL NECESSITE UNE ORGANISATION INTERNATIONALE

«L'opportunisme, par nature, est national, étant donné qu'il s'appuie sur les besoins locaux et temporaires du prolétariat, mais qu'il ne tient pas compte de ses tâches historiques. Un contrôle international est intolérable pour les opportunistes et ils réduisent autant que possible leurs relations internationales à des formalités innocentes [...] pourvu que nul groupe n'en empêche un autre de mener sa politique opportuniste à son goût national [...]. L'unité internationale, pour nous, n'est pas un motif décoratif; c'est l'axe même de nos opinions théoriques et de notre politique» («La défense de l'URSS et l'Opposition», 7 septembre 1929).

Notre tendance est née aux Etats-Unis, au début des années 60, comme opposition de gauche à l'intérieur du SWP. Nos camarades savaient que l'isolement national tuerait à brève échéance n'importe quel groupe subjectivement révolutionnaire, et d'autant plus un groupe soumis aux pressions dues au fait de fonctionner aux Etats-Unis, le cœur même de l'impérialisme mondial.

En janvier 1974, une conférence préparatoire, consacrée principalement aux perspectives et au travail européens, était organisée en Allemagne. Le document qui constituait la base programmatique de cette conférence acceptait la «responsabilité de lutter pour la constitution d'une tendance spartaciste internationale centraliste-démocratique» («Conférence internationale intermédiaire», *Spartacist* n° 7, édition française).

En juillet 1974, la «Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale» annonçait la constitution d'un noyau vers la cristallisation rapide de la TSI, noyau régi par le principe du centralisme démocratique international. Ce document critiquait fermement les pratiques fédéralistes des groupes concurrents se réclamant du trotskysme; il faisait remarquer que les héritiers politiques de Pablo, regroupés dans le «Secrétariat unifié» (SU), et le «Comité international» de Healy-Lambert avaient «constamment tourné en dérision les principes de l'internationalisme et du centralisme démocratique bolchévique; ainsi ont-ils laissé agir à leur guise les groupes nationaux et les fractions basées nationalement qui leur étaient affiliés dans les différents pays, ce qui revenait en définitive à céder aux pressions de leur classe dirigeante respective» (*Ibid.*)

Alors que le SU et autres «Internationales» pseudo-trotskystes ont fait blocs pourris sur scissions dévastatrices, la TSI a grandi en force, au travers de regroupements principiels. Notamment en France, en 1975, était fondée la LTF par la fusion avec un noyau de militants (anciens dirigeants de l'intervention de la LCR dans la grande grève des banques de 1974, trahie au nom de l'Union de la gauche-front populaire) qui s'étaient battus notamment contre le tournant opéré, en 1972-73, par la direction pabliste vers le soutien à l'Union de la gauche; ils généraliseront leurs positions de gauche en se réappropriant le programme trotskyste défendu par la TSI, en particulier sur la question stratégique du front populaire. En 1972, le bureau politique de la Spar-

tacist League/US (SL/US) avait en effet défini la politique d'opposition conditionnelle à des partis ouvriers réformistes membres d'un front populaire: la condition minimum pour leur donner un soutien critique électoral est qu'ils rompent leur alliance front-populiste et se présentent indépendants de la bourgeoisie.

Avec cette politique, nous avons été les seuls parmi les groupes se réclamant du trotskysme (les autres étant poussés par leur capitulation au front populaire très loin à droite - dans la social-démocratie et l'antisoviétisme) à refuser de voter Mitterrand en 1981, à pouvoir nous opposer avec une totale intransi-

s'étendre géographiquement de façon significative, la SL/US serait devenue une bizarre secte américaine en décomposition.

Nos forces limitées sont maintenant confrontées à des enjeux considérables. Les succès de la TSI, devenue LCI, sont modestes: aux USA, mobilisations ouvrières/noires combattives contre les provocations fascistes - expression de notre conception conséquente que la lutte contre l'oppression raciale jouera un rôle clé dans la révolution ouvrière américaine; en France, où nous combattons inlassablement pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les terroristes fascistes et où

que d'autres minorités et dans les milieux stalinien. Notre défense du programme de révolution permanente dans les vastes régions du monde dévastées par la domination impérialiste nous a conquis une audience parmi les minorités nationales opprimées: le prolétariat, indépendant de la bourgeoisie faible et lâche et opposant aux idéologies nationalistes (et en particulier au nationalisme dominant) une conception de l'émancipation sociale, doit prendre le pouvoir pour réaliser même les tâches démocratiques autrefois associées aux révolutions bourgeoises. Il est de la responsabilité particulière des sections de la LCI dans les anciennes métropoles coloniales de recruter et former les cadres communistes des futures sections du monde néo-colonial.

Les regroupements révolutionnaires, sur la base du programme de l'internationalisme léniniste, constituent le moyen de surmonter la contradiction et la disproportion entre la faiblesse de nos forces et nos tâches. Les héritiers de Staline ne sont manifestement pas capables de défendre le pouvoir soviétique dont ils sont simultanément, depuis soixante-cinq ans, le défenseur parasitaire et le désorganisateur contre-révolutionnaire. Cependant, en même temps qu'ils ont discrédité le «communisme» par les crimes qu'ils ont commis en son nom, ils ont aussi réduit de manière significative leur capacité à manipuler, dans le monde entier, la loyauté d'ouvriers procommunistes dévoués. Le temps n'est plus où, au nom de «construire le socialisme», un Staline et sa demi-douzaine de complices conscients pouvaient se servir des partis «monolithiques» comme instruments de collaboration de classes et de trahison.

Nous nous situons dans la tradition communiste authentique des bolchéviks qui ont fait la Révolution russe. Nous choisissons le communisme dont Lénine a été, à l'époque impérialiste, le plus grand continuateur. Nous choisissons le communisme de Trotsky, le camarade de Lénine, qui dès 1923 a compris les grandes lignes de ce qui devait être fait. Nous nous revendiquons avec fierté de nos vingt-cinq ans de lutte pour le trotskysme authentique, et nous travaillons à en laisser des traces documentaires et historiques. Nous choisissons le communisme que Staline a trahi d'un bout à l'autre, pour finalement détruire, de façon délibérée, la Troisième Internationale. Nous choisissons le communisme d'une nouvelle Internationale, une Quatrième Internationale qui en finira une fois pour toutes avec l'exploitation de l'homme par l'homme et qui établira une société socialiste basée sur une vision nouvelle du développement continu de la liberté humaine dans tous les domaines: politique, économie, culture, et dans tous les aspects de la vie personnelle.

Nous avons toutes les raisons de
Suite page 11



Le Bolchévik

5 juin 1982 — La LTF contre Reagan et Mitterrand levait l'étendard de la défense de l'URSS contre les impérialistes.

geance à ses gouvernements antiouvriers et, finalement, à pouvoir nous placer militairement dans le camp de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique contre l'impérialisme.

C'est aussi avec cette politique que nous avons pu envisager, en 1979, de donner aux présidentielles de 81 un soutien critique électoral au PCF qui, rejeté dans le ghetto de la guerre froide par ses «alliés» bourgeois et sociaux-démocrates, se présentait dans ces élections hors de toute alliance front-populiste. Alors, il défendait même l'intervention soviétique en Afghanistan et critiquait même les fronts populaires de 36, 44 et 72. Nous avons dû retirer notre appel à voter Marchais après l'agression raciste commise par la direction du PCF à Vitry, en décembre 1980, et qui se révéla en fait un gage donné à la bourgeoisie - le prélude à la participation au gouvernement Mitterrand sur la base de la capitulation à l'antisoviétisme du PS. Seul le trotskysme offre un programme révolutionnaire conséquent et intransigent.

La France reste vue comme le centre international du trotskysme. Cela nous impose de façon d'autant plus aiguë la tâche d'arracher le drapeau du trotskysme des mains des LCR, LO et autres PCI, dont un des pires crimes est de faciliter le travail calomnieux des stalinien qui cherchent à faire passer aux yeux des travailleurs les plus conscients le trotskysme pour une variété de social-démocratie.

La première conférence internationale de délégués de la TSI s'est tenue en Grande-Bretagne en 1979. Au cours des dix ans qui ont suivi, le développement des sections, en particulier en Europe, et la consolidation de leurs directions sont devenus une composante de plus en plus importante de la formation de la tendance internationale. Aujourd'hui, nos camarades américains, considérant rétrospectivement les pressions auxquelles leur organisation a été soumise en une décennie de réaction bourgeoise reaganienne, estiment que, si notre tendance n'avait pas réussi à

nous avons été à l'initiative de mobilisations réussies contre les fascistes et la terreur raciste, nous sommes connus dans des milieux de plus en plus larges pour notre mot d'ordre: «Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!». Dans certaines couches des PC d'Europe de l'Ouest, nous sommes aussi connus comme «les trotskystes qui défendent l'URSS»; notre soutien à l'intervention soviétique en Afghanistan, avec les mots d'ordre «Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans!», a été admiré de mauvaise grâce par les éléments des PC d'Europe occidentale qui cherchent à résister à la dérive «eurocommuniste» vers la conciliation social-démocrate avec leur propre classe dirigeante. Récemment, notre offre d'une brigade internationale pour combattre, après le lâche retrait de Gorbatchev, les «combattants de la foi» moudjahidins de la CIA, et, après le rejet de notre offre, notre campagne d'information et de collecte de fonds pour les victimes civiles de Jalalabad ont rencontré, dans de nombreux pays, un soutien de la part des femmes et des immigrés du monde musulman, ainsi

JOURNÉE D'ÉTUDE de la Ligue trotskyste

L'héritage de Babeuf et de Buonarroti

LES MARXISTES ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Joseph Seymour

Trotskyste américain de longue date, membre du comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (LCI), auteur de *Marxism and the Jacobin Communist Tradition*, *Lenin and the Vanguard Party* et *"Socialisme de marché" en Europe de l'Est*.

Samedi 22 juillet 1989

LSC, Salle de conférences
69 ter, avenue Porte de la Chapelle
75018 Paris
Métro: Porte de la Chapelle

Pour tous renseignements:
Paris: 42 08 01 49
Lyon: 78 61 39 98
Rouen: 35 73 74 47

Chine...

Suite de la page 1

dans la ville pour libérer le siège de l'Etat chinois des bouchers de la place Tiananmen.

Le face à face des trois dernières semaines entre les manifestants étudiants et le régime avait un air de théâtre politique (avec par exemple la statue de la « déesse de la démocratie ») et de politiques de pression. Mais les illusions dans une réforme pacifique, en remplaçant les durs par des « libéraux », ont été enterrées sous les cadavres de la place Tiananmen. « Notre gouvernement est déjà fini », déclarait un jeune ouvrier debout, une pierre à la main face aux soldats, en ce dimanche sanglant. Mais quel gouvernement remplacera la clique stalinienne meurtrière et corrompue ? Seul un gouvernement basé sur des soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans pauvres — comme pendant la Révolution bolchévique russe — peut sauver la Chine de l'anarchie des seigneurs de la guerre et de la contre-révolution capitaliste sanglante. Pour l'unité de la Chine sous la direction ouvrière !

Alors que les forces militaires fidèles au régime occupent encore le centre de Pékin, le reste de la ville est dans les mains des insurgés ouvriers et étudiants : « Partout dans Pékin, les gens ont réagi aux tueries en incendiant les véhicules et en élevant des barricades. Les troupes ne contrôlent que quelques axes principaux ; ailleurs, les citoyens continuent à contrôler les rues » (New York Times, 5 juin). Dans la grande métropole industrielle de Shanghai, des militants ouvriers et étudiants ont construit des barricades en utilisant des bus, des camions et des voitures. Une grève générale de fait a paralysé l'activité économique. Dans la ville industrielle de Wuhan, des ouvriers et des étudiants occupent le pont stratégique qui enjambe le fleuve Yangtsé, une ligne de communication cruciale entre la Chine du Nord et du Sud.

La foule continuait à scander : « L'Armée de libération du peuple ne doit pas tirer sur le peuple », et beaucoup de soldats en sont persuadés. L'ALP est maintenant politiquement divisée. Le massacre a été perpétré par une unité militaire particulière, la 27^e armée, qui a été récemment transférée de la Mongolie intérieure vers la capitale. La 27^e armée entretient depuis longtemps des liens privilégiés avec la clique de Deng. Son commandant est un parent du président chinois Yang Shangkun, l'homme de Deng et un des principaux artisans dans la prise de décision de réprimer les mobilisations étudiantes. Il est significatif qu'après le massacre la 27^e armée n'ait pas agi comme une armée conquérante mais comme une force assiégée. Le journal télévisé de la CBS du 5 juin rapportait : « Les tanks sont en formation particulière, leurs canons pointant dans



Après les tueries de la place Tiananmen

toutes les directions. En-dessous d'eux, sur la grande artère, sous le pont routier se tiennent un grand nombre de camions remplis de soldats. Il s'agit là clairement d'une formation défensive qui s'attend à une attaque, non pas de civils désarmés mais d'autres unités militaires. »

La principale unité qui fait marche sur eux est la 38^e armée. Elle représente les forces régulières de la garnison de Pékin qui a de nombreux liens avec la population civile, particulièrement les étudiants. Les étudiants de l'Université de Pékin, dans l'armée de réserve passent régulièrement leurs étés à s'entraîner avec la 38^e armée qui, pendant deux semaines et demie, a refusé d'appliquer la loi martiale ordonnée par Deng et son premier ministre, tenant de la ligne dure, Li Peng. Et il est bien possible que beaucoup de soldats de la 38^e aient perdu des parents dans la boucherie du 4 juin.

Alors que la Chine s'avance rapidement vers une guerre civile, le gouvernement se cache. Aucun des hauts dirigeants n'est apparu en public dans les derniers jours. Des rumeurs circulent que Deng est mort ou serait en train de mourir d'un cancer, que Li Peng a été blessé par balles par un soldat dont les parents ont été tués dans le massacre. L'édition du 5 juin du journal du Parti communiste le Quotidien du peuple est introuvable et n'est peut-être pas du tout sortie. Un diplomate asiatique en poste à Pékin résumait la situation : « Autant qu'on puisse en juger, il n'y a personne aux postes de commande. »

POUR LA REVOLUTION POLITIQUE PROLETARIENNE !

Les conditions sont extrêmement favorables pour que la classe ouvrière

prenne en charge la Chine. Les ouvriers de l'industrie ont un énorme poids social dans les grandes arènes de la lutte que sont Pékin et Shanghai, ainsi que Wuhan et Canton. Ce sont les centaines de milliers de travailleurs qui, en s'emparant des rues, ont fait échec à la tentative du régime d'imposer la loi martiale. Des escouades de motocyclistes relevaient les positions des troupes autour de Pékin. Et la masse des soldats s'identifie aux travailleurs. Eux aussi sont durement touchés par l'inflation galopante due à la politique orientée vers le marché de Deng. Un des résultats des coupures de budget gouvernementales est que des unités militaires se sont mises à faire des affaires : « Quelques unités ont utilisé leurs camions pour créer des entreprises de transport, leur atelier de réparation comme garage commercial et leurs hôpitaux pour accueillir des patients à titre payant. Il est arrivé que des soldats malades aient été renvoyés [des hôpitaux militaires] pour faire de la place à des patients qui peuvent payer [...]. Tout cela a créé une large démocratisation » (New York Times, 6 juin).

A la campagne, les paysans les plus pauvres voient d'un mauvais œil s'enrichir leurs voisins aisés, la nouvelle classe de koulaks chinois créés par les réformes en faveur du « libre marché » de Deng. Maintenant, pour essayer d'enrayer l'inflation, le gouvernement paie les céréales, le porc et autres produits des paysans avec des bons sans valeur. Si les étudiants font montre de pas mal d'élitisme petit-bourgeois, la formation de soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans pauvres polariserait le mouvement étudiant et s'attirerait les militants motivés par un réel idéalisme social.

Cependant, il existe en Chine des forces extrêmement puissantes qui

pourraient conduire au bonapartisme militaire, au système des seigneurs de la guerre et à la désintégration de l'Etat unifié. Après le renversement de la dynastie Mandchou en 1912, des cliques militaristes rivales se partagent la Chine en fiefs. Dans une certaine mesure, le régime mao-stalinien a perpétué cette situation avec différentes unités de l'armée liées à des fractions et cliques rivales. De plus, la politique économique orientée vers le marché de Deng a provoqué d'énormes inégalités régionales et sociales. Les provinces de la côte est ont bénéficié de la concentration de l'investissement industriel et du capital étranger, alors que l'intérieur du pays agricole a été laissé de plus en plus en arrière.

Seule la classe ouvrière, sous la direction d'un authentique parti communiste d'avant-garde, peut unifier la Chine en développant une société prospère, juste et égalitaire. La restauration de la planification économique centralisée, sous la direction d'un gouvernement ouvrier et paysan, est nécessaire pour commencer à aplanir les énormes différenciations régionales que l'on constate aujourd'hui. Dans le même temps, un gouvernement soviétique chinois respecterait scrupuleusement les droits nationaux des minorités non Han et accorderait l'autonomie à la Mongolie intérieure, au Tibet et aux peuples turkiques du Sinkiang.

Il faut une perspective révolutionnaire internationaliste pour maintenir l'unité interne et la prospérité de la Chine. Deng est aujourd'hui haï en Chine, pratiquement exclusivement pour les crimes qu'il a commis contre le peuple chinois. Mais un de ses plus grands crimes a été d'allier la Chine à l'impérialisme US contre l'Union soviétique, une alliance qui a été scellée dans le sang. En effet, c'est juste après la tournée triomphante de Deng aux USA en 1978 que ce dernier a lancé l'armée chinoise contre le Vietnam héroïque. Dans les derniers dix ans, Pékin a été un des plus importants fournisseurs d'armes de Pol Pot, ce fou génocidaire du Kampuchéa, et des moudjahidins de la CIA en Afghanistan. Pourtant, le mouvement « pro-démocratie » n'a pas dénoncé ces crimes.

Une Chine véritablement communiste aiderait à forger l'unité de la classe ouvrière et des masses travailleuses opprimées du monde entier contre l'impérialisme. Un premier pas élémentaire serait d'aider efficacement à la reconstruction du Vietnam appauvri, dont la longue lutte a infligé à l'impérialisme US la plus grande défaite qu'il ait jamais subie. Les ouvriers chinois doivent faire le lien avec la puissante classe ouvrière soviétique dont la résistance à la perestroïka de Gorbatchev peut ouvrir la voie à une révolution politique prolétarienne en URSS. L'installation d'un gouvernement révolutionnaire internationaliste à Pékin fournirait un immense élan pour une révo-

Suite page 10
Hires/Gamma-Liaison



Le dirigeant chinois Deng Xiaoping et ses principaux généraux. Les hommes de troupe ont au début hésité à réprimer les masses mobilisées.



Chine...

Suite de la page 9

lution socialiste au Japon, la forteresse industrielle de l'Asie. Pour construire un parti communiste léniniste-trotskyiste en Chine, il est nécessaire de casser toutes les illusions que peuvent avoir les ouvriers et les étudiants radicaux dans le « libéralisme » et de briser les préjugés nationalistes stalinien.

NI LA « DEMOCRATIE PURE », NI LE MAOISME — LE COMMUNISME DE LENINE!

Quelques jours avant le massacre, l'acolyte de Deng, Yang Shangkun, déclarait : « Si le pouvoir nous échappe, la République populaire de Chine s'effondrera. Et il y aura une restauration du capitalisme » (*Guardian* de Londres, 29 mai). Quelle sinistre hypocrisie ! Ce sont les mêmes personnages qui prétendent « construire le socialisme avec des méthodes capitalistes ». Ce sont les mêmes qui ont démantelé la planification centralisée et éliminé l'agriculture collectivisée, ont brisé le « bol de riz de fer » (la garantie de l'emploi) des travailleurs et ont promu une nouvelle classe de paysans riches. Ce sont eux qui ont mis en place des « zones économiques spéciales », où les investisseurs occidentaux et japonais peuvent exploiter des ouvriers chinois sans aucune protection syndicale. Ce sont les mêmes personnages qui ont réintroduit la prostitution et le travail des enfants en Chine.

Pendant des années, les capitalistes occidentaux ont montré la Chine de Deng comme un modèle de réforme économique pour les pays communistes. Même après le massacre, le *Financial Times* de Londres (5 juin) continuait à chanter les louanges de Deng pour sa « réforme économique et la politique d'ouverture vis-à-vis du capital étranger ». Dans la même veine, l'organe de la finance US, le *Wall Street Journal* du même jour se félicitait que Deng ait « sorti la nation de l'ère maoïste de la lutte de classe amère [...]. Et au contraire, la Chine a commencé à expérimenter les stimulants économiques style occidentaux et le règne de la loi. »

Dans le même temps, les médias occidentaux ont fait grand cas du mouvement étudiant « pour la démocratie », s'efforçant de le présenter comme une opposition au régime communiste. Il est certain que les étudiants ont de fortes illusions dans une espèce de démocratie pure au-dessus des classes que beaucoup d'entre eux semblent identifier aux Etats-Unis. Ils ont ainsi érigé une grande statue de la « déesse de la démocratie », à l'image de la statue de la liberté américaine, et l'ont placée de manière provocante en face de l'énorme portrait de Mao Zedong sur la place Tiananmen. Quelques militants étudiants en ont appelé à la Maison Blanche pour faire pression sur le régime de Deng, afin que celui-ci « démocratise » la Chine.

Après le massacre, bon nombre de supporters du mouvement « pour la démocratie » à travers le monde ont fait campagne pour que les puissances impérialistes lancent une guerre diplomatique économique contre la Chine. Un groupe d'étudiants chinois aux Etats-Unis a écrit une lettre ouverte à Bush, déclarant que le Parti communiste chinois s'était transformé en une « dictature fasciste maléfique » (*New York Times*, 5 juin). Un membre de ce groupe a même déclaré que « Tchang Kaïchek n'était pas si mauvais que ça ». Le Guomindang de Tchang Kaïchek n'était qu'une dictature militaire sanglante qui opprima cruellement les ouvriers et paysans chinois au compte de Wall Street. Le culte de la « démocratie pure » pourrait se développer et fournir la base idéologique à la contre-révolution capitaliste et à la soumission aux



Le prolétariat de Shanghai sera la forteresse de la révolution politique prolétarienne. Ci-dessus, manifestation à Shanghai le 19 mai dernier. Ci-dessous, meeting ouvrier au printemps 1927.



impérialistes.

Cependant, dans l'esprit des étudiants chinois, plus encore dans celui des ouvriers, l'aspiration à la démocratie coexiste avec un vif patriotisme vis-à-vis de la République populaire de Chine. La croyance naïve que l'Armée de libération du peuple ne tirerait jamais sur le peuple était significative de la profondeur du soutien à la Révolution de 1949. Pour la première fois dans les quatre mille ans de l'histoire de l'Etat chinois, le peuple travailleur de Chine n'a pas vu l'armée comme un instrument d'exploitation et d'oppression brutale.

Les journalistes occidentaux n'ont trouvé aucun manifestant pour dénoncer la Révolution de 1949, vilipender Mao et chanter les louanges de Tchang Kaïchek. Quand quelques voyous ont maculé à la peinture le portrait de Mao Zedong sur la place Tiananmen, cela a provoqué la colère de tous, et tout le monde était convaincu qu'il s'agissait de l'œuvre de provocateurs à la solde de Li Peng. Immédiatement, on a placé à côté du portrait souillé une bannière où l'on pouvait lire : « Ceci n'a été fait ni par les étudiants ni par le peuple. »

Plus surprenant et plus significatif encore, on a pu voir dans les manifestations nombre d'ouvriers brandir des portraits de Mao qui n'était certainement pas un partisan de la démocratie et de la liberté. Mais le fondateur de la « Chine populaire » est vu comme un symbole de la vertu spartiate et des idéaux communistes contre la clique cynique et corrompue de Deng. *L'Independent* de Londres du 24 mai faisait remarquer : « Si peu nombreux sont ceux qui désirent retourner au maoïsme dogmatique, le passé offre pour beaucoup de Chinois une vision attrayante, même si elle est largement idéalisée :

les prix étaient stables, la criminalité faible et le chômage inconnu. »

Même si on peut certainement comprendre l'idéalisation de l'ère de Mao Zedong par certains jeunes ouvriers, cela montre une ignorance totale de leur propre histoire. Le Grand bond en avant de Mao Zedong à la fin des années 50 a été une aventure économique démente (des fonderies primitives) qui s'est terminée par l'effondrement total et une famine généralisée. La frénésie destructrice de la révolution culturelle (quelque dix ans de lutte fractionnelle à l'intérieur de la bureaucratie) a fait bien plus de victimes que le massacre de la place Tiananmen. Deng fut chaleureusement applaudi, particulièrement par les intellectuels, quand il vira la « bande des quatre » maoïste en 1976.

En Occident et en Chine, Mao Zedong et Deng Xiaoping sont considérés

aux antipodes politiques. Mais ils ne représentent que des ailes différentes du stalinisme chinois, en fait les deux faces de la même médaille. Les crimes de Mao Zedong et de Deng Xiaoping ont la même racine : la nature bureaucratiquement déformée de la révolution sociale qui triompha en Chine en 1949.

POUR UN PARTI TROTSKYSTE EN CHINE !

Les bourgeoisies impérialistes se frottent les mains et salivent à l'avance en contemplant les récents développements dans le bloc soviétique. Certaines d'entre elles, comme l'Allemagne fédérale, cherchent à miner économiquement les Etats ouvriers dégénéré et déformés. D'autres, tels les fauteurs de guerre froide à Washington, semblent croire que l'Europe de l'Est va leur tomber dans les bras. Le président Bush a déclaré dans une conférence de presse : « Bureaucrates communistes en Pologne, gare à vous. » (A propos de la Chine, le gang du Pentagone-CIA-Maison Blanche est plus circonspect ; il craint de perdre les postes d'écoute « inestimables » que lui concède Pékin à la frontière soviétique.) Les plus enragés de l'équipe, tel l'ex-conseiller de Nixon, William Safire, annoncent que « la contre-révolution, la guerre civile, a commencé », de la Chine à l'Union soviétique et au-delà (*New York Times*, 5 juin).

Mais dans la guerre civile qui est en train d'éclater, tout ne va pas dans le sens de la contre-révolution. Washington a ramassé une veste quand elle a essayé de prendre Jalalabad après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Puis Bush a déclaré la guerre au plus misérable des dictateurs dans le monde, Noriega au Panama, et s'est retrouvé Gros-Jean comme devant. Il perd constamment la « course à la paix » avec Gorbatchev, évitant de justesse une scission au sommet de l'OTAN avec les Allemands qui préféraient voir l'holocauste nucléaire tomber ailleurs que chez eux. Les seuls alliés connus de Bush sont Maggie Thatcher et le président mexicain (qui est en train d'en payer le prix par un discrédit politique massif et des grondements sociaux). Et maintenant, il est obligé d'arrêter la fourniture d'armement à ses alliés chinois.

Et s'il y a pas mal d'éléments pro-capitalistes en Chine qui entretiennent des liens étroits avec le capital chinois à Hong Kong, Taïwan et Singapour, les mobilisations actuelles ne sont pas orientées vers la contre-révolution mais dans la direction opposée, et sont alimentées par le mécontentement produit par la politique économique procapitaliste du régime de Deng. Les bureaucrates avaient promis des biens de consommation et ils les ont fournis... mais seulement pour des couches petites-bourgeoises privilégiées. Ayant semé le vent, ils récoltent aujourd'hui la tempête de la révolution politique. Une



La force du capital chinois à Hong Kong (ci-contre) et à Taïwan représente un danger de restauration capitaliste.

Pologne...

Suite de la page 12

gouvernement s'appuyant sur le pouvoir démocratique des soviets ouvriers.

En l'absence d'une réelle alternative communiste, la situation volatile en Pologne peut certes aller en direction de la contre-révolution. L'opposition politique la plus bruyante à l'accord Walesa-Jaruzelski vient de la KPN (Confédération pour une Pologne indépendante), une organisation féroce anticommuniste qui se réclame du maréchal Pilsudski, le dictateur fascisant de la Pologne de l'entre-deux-guerres. Des étudiants influencés par la KPN ont manifesté à Cracovie le mois dernier avec le mot d'ordre « *Les bolchéviks à la morgue!* » Le dirigeant de la KPN, Leszek Moczulski, qui aime à déclarer « *Nous combattons le communisme, nous combattons l'Union soviétique* », se vantait dernièrement que les militants de Solidarnosc rejoignaient son organisation « en masse ».

A son premier congrès national, en septembre 1981, Solidarnosc s'est consolidé autour d'un programme anticommuniste concocté dans le langage du « monde libre » : « élections libres » en Pologne, « syndicats libres » dans tout le bloc soviétique. Alors que pratiquement toutes les soi-disant organisations de gauche ont scandé de concert avec Mitterrand, Thatcher et Reagan « *Solidarité avec Solidarnosc* », la tendance spartaciste internationale a tiré le signal d'alarme : « *Stoppez la contre-révolution de Solidarnosc!* »

Alors que la Pologne était au bord de la guerre civile en décembre 1981, l'armée, avec le général Jaruzelski, a fait un contre-coup d'Etat contre la tentative de prise de pouvoir par Solidarnosc. La répression contre Solidarnosc sans pratiquement de sang versé laissait indiquer une certaine désillusion populaire vis-à-vis de Walesa et Cie. Tout en notant que les staliens polonais « *ont été forcés de prendre des mesures défendant les acquis historiques du prolétariat* », nous insistions que seule une opposition communiste pouvait vaincre politiquement Solidarnosc et que la répression ne pouvait que geler la situation et non s'attaquer à ses causes.

Dans les quelques années qui suivirent, la direction clandestine de Soli-

darnosc fit campagne pour une guerre économique des impérialistes contre la Pologne et se prononçait ouvertement pour la restauration du capitalisme. Un programme de 1985 demandait face à la crise économique une solution de « libre marché », avec une bourse des valeurs à Varsovie (cf. « Solidarnosc offre la Pologne aux banquiers de Wall Street », le *Bolchévik* n° 65, juillet-août 1986). Nous avons démontré plusieurs fois comment ce « syndicat » était généreusement financé par les dollars américains (cf. « UNI, FO, Solidarnosc et les dollars de Reagan », le *Bolchévik* n° 59, décembre 1985).

POUR LE TROTSKYSME EN POLOGNE!

Pendant des années, le cri de ralliement de la guerre froide « *Solidarité avec Solidarnosc* » a uni l'écrasante majorité des soi-disant gauches aux Mitterrand, Reagan et Thatcher. Ces organisations, particulièrement la myriade de groupes pseudo-trotskyistes, niaient ou essayaient de camoufler le fait que Solidarnosc était l'agent principal de l'impérialisme en Pologne. Pourtant, même les chiffres publiés montrent qu'entre 1985 et 1988 Solidarnosc a reçu plus d'argent (3,6 millions de dollars) des caisses du National Endowment for Democracy (une couverture de la CIA) que n'importe quel autre « syndicat libre » dans le monde (*International Labour Reports*, mai-juin). Et Walesa et son organisation ont publiquement démontré que leurs « camarades » à l'Ouest étaient les politiciens les plus droitières. En automne dernier, Walesa embrassait la dame de fer britannique pendant que les militants de Solidarnosc scandaient « *Vive Thatcher!* »

Maintenant que Walesa et Jaruzelski dansent ensemble sur l'air du FMI, les organisations de gauche occidentales sont quelque peu embarrassées à reprendre le vieux refrain « *Solidarité avec Solidarnosc!* ». Donc, un certain nombre de soi-disant trotskystes se sont mis à porter aux nues le petit Parti socialiste polonais-Révolution démocratique (PPS-RD). Le Secrétariat unifié d'Ernest Mandel remplit les pages de ses revues avec des documents du PPS-RD. Le groupe Workers Power en Grande-Bretagne déclare que le PPS-RD « *pourrait représenter un acquis*

historique pour la classe ouvrière mondiale si son aile gauche pouvait devenir le noyau pour forger un parti ouvrier internationaliste polonais indépendant » (*Workers Power*, mai).

Mais qu'est-ce qui pourrait soi-disant « devenir le noyau » d'un « parti ouvrier internationaliste polonais indépendant » ? Ce nouveau parti, fondé en 1987, déclarait dans sa charte de fondation qu'il était plus près de « l'enseignement social » du pape Wojtila que du marxisme. Aujourd'hui, le PPS-RD a organisé, en opposition aux accords de la table ronde, un bloc avec les anti-communistes pilsudskistes de la KPN et le groupe Solidarité combattante. La KPN est à droite de Walesa, Kuron et Cie, et Solidarité combattante partage avec Walesa le programme de « libre marché » d'exploitation capitaliste en Pologne.

Workers Power admet la nature réactionnaire des alliés du PPS-RD. Il note aussi que certains des militants du parti veulent faire renaître le vieux PPS de Jozef Pilsudski et défendent même l'antisémitisme de ce dernier. Néanmoins, Workers Power salue le PPS-RD parce que ce dernier se refuse pour l'instant à négocier avec Jaruzelski. « *Le travail des trotskystes est de participer directement dans ses débats de façon à s'assurer que le PPS-RD ne devienne pas un parti nationaliste pro-capitaliste* » conclut Workers Power. Mais que feraient des trotskystes dans un tel parti qui nécessite un tel débat ?

Le trotskysme polonais doit être reconstruit sur les traditions *antinationalistes* du parti Proletariat de Ludwik Warzynski, du parti Social-Démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie (le parti de Luxembourg et Jogiches) et du Parti communiste du début dirigé par les « trois W » (Warski, Walecki et Wera Kostrzewa). Les traditions internationalistes du communisme polonais étaient si puissantes que Staline a dû à plusieurs reprises purger ses directions successives et finalement dissoudre totalement le parti en 1938. Staline élimina cet héritage marxiste et installa en Pologne un régime d'opportunistes et de carriéristes après la guerre. La classe ouvrière polonaise ne s'est pas – pas encore ! – réapproprié ses propres traditions socialistes révolutionnaires.

Il n'y a pas de solution progressiste

à la crise polonaise dans le cadre du nationalisme et du stalinisme. Seule une révolution politique prolétarienne peut libérer la Pologne des vampires de Wall Street et de Francfort, parce que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire peut affecter les conditions internationales qui permettront de contrer les représailles impérialistes. C'est seulement à partir d'une position d'internationalisme socialiste que les ouvriers polonais pourront en appeler aux ouvriers soviétiques qui ont leurs propres raisons de s'opposer et de résister à la *perestroïka* de Gorbatchev – les « réformes » orientées vers le marché. Dans le même temps, des ouvriers révolutionnaires à Moscou, Varsovie et Berlin-Est auraient l'autorité morale pour faire appel aux travailleurs d'Europe occidentale et des USA pour qu'ils renversent l'ordre capitaliste. En avant vers des soviets ouvriers en Pologne ! En avant vers les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Vive la LCI...

Suite de la page 8

penser que, à moins d'un sursaut ouvrier soudain contre le capitalisme en déclin, reforgez une Quatrième Internationale communiste et construisez des partis communistes authentiques sur les cinq continents seront des tâches ardues et souvent dangereuses. Mais c'est pour l'humanité tout entière la seule voie. Nous cherchons à faire en sorte que les travailleurs et les opprimés de tous les pays s'emparent de ce programme. Nous devons prendre en compte le fait qu'une classe dirigeante impérialiste irrationnelle possédant la technologie de l'holocauste nucléaire raccourcit les possibilités : nous n'aurons pas le loisir de voir une vague révolutionnaire surgir de la guerre.

Mais l'expérience, et notamment la dure expérience négative, peut aussi être un éducateur puissant et accélérateur. La meilleure chose que nous ayons à faire est de suivre les préceptes et les pratiques de camarades comme Lénine et Trotsky. Ainsi, nous pourrions réduire de plusieurs mois ou de plusieurs années le temps indispensable pour le nécessaire réarmement du mouvement communiste.

commune de Pékin prenait forme sur la place Tiananmen. Et de plus, à l'encontre des révoltes ouvrières de Berlin-Est de 1953 et de la Hongrie de 1956 ou du printemps de Prague de 1968, il s'agit d'une révolution politique sans la présence de l'armée soviétique et du facteur du sentiment d'oppression nationale.

La faiblesse centrale de l'insurrection hongroise résidait dans l'absence d'un parti d'avant-garde communiste pour la diriger. Comme le notaient nos camarades américains dans l'article « *Political Revolution in Hungary – Ten Years After* » (*Spartacist* n° 8, novembre-décembre 1966) : « *Un parti révolutionnaire en Hongrie n'aurait pas seulement assumé la tâche de diriger les ouvriers hongrois jusqu'au pouvoir*

d'Etat mais, en tant que section d'un parti international discipliné, aurait aidé dans l'œuvre vitale de préparation et de direction des insurrections dans d'autres pays européens. » Et dans le même numéro, à propos de la « révolution culturelle » de Mao : « *La destruction du maoïsme en Chine par le prolétariat ouvrira la porte à la victoire des masses exploitées d'Asie et hâtera la lutte révolutionnaire au Vietnam, en Inde et au Japon. En retour, des gouvernements ouvriers dans ces pays, en particulier dans le Japon industriellement développé, pourront aider la Chine à briser et sortir du cercle vicieux de ses limites économiques.* »

La Révolution bolchévique russe de 1917 avait comme base essentielle un prolétariat urbain conscient, dirigé par un parti communiste d'avant-garde rassemblant des ouvriers avancés et des intellectuels marxistes. La Révolution chinoise était basée sur une armée de paysans (c'est-à-dire petits-bourgeois) dirigée par des intellectuels déclassés comme Mao et Deng. Depuis le début, le régime maoïste a eu un caractère *bonapartiste* petit-bourgeois, cherchant à se maintenir en équilibre au-dessus de toutes les classes de la société chinoise. Il faut donc une autre révolution pour que la classe ouvrière assure son pouvoir politique. Cette révolution a commencé.

- Adapté de Workers Vanguard n° 479

PCF ...

Suite de la page 2

tifs sont en accord avec les conceptions politiques de la LTF. La campagne s'est faite sous les mots d'ordre « Non au voile ! Défense des femmes afghanes ! Soutien aux victimes des tueurs de la CIA à Jalalabad ! »

A la date du 19 mai, quelque 37 000 dollars avaient déjà été récoltés au niveau international. Nous avons constaté un écho de sympathie, en particulier parmi les communautés immigrées d'Asie ou d'Afrique dans les métropoles européennes, et de façon générale des travailleuses et des travailleurs qui

avaient beaucoup moins la propagande anticommuniste que la bourgeoisie et ses laquais aimeraient le croire (cf. le *Bolchévik* n° 93, mai). Nous avons également rencontré nombre de militants du PCF qui ont donné de l'argent et même pour certains participé à la diffusion du tract de campagne, tout en regrettant que leur parti et le Secours populaire ne fassent rien et que l'Humanité reste silencieuse sur la nécessité d'aider les victimes de Jalalabad. La direction du PCF a finalement décidé de rompre ce silence. Nous voulons croire, bien qu'on puisse raisonnablement en douter, que le PCF jettera toutes ses forces dans cette campagne.

POUR CONTACTER LA LTF

- Paris** Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49
- Rouen** Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tel: 35 73 74 47
- Lyon** Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 61 39 98



LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Les banquiers internationaux saignent la Pologne

Le pacte Solidarność-Jaruzelski contre les ouvriers

Après sa défaite humiliante aux élections du 4 juin, le régime stalinien polonais appelle ouvertement à un gouvernement de coalition avec Solidarność. Reconnaisant à Solidarność une « majorité décisive » dans ce « plébiscite », un porte-parole du gouvernement déclarait : « Les résultats de cette élection soulèvent la question de la responsabilité pour l'Etat polonais. Quelqu'un doit être responsable de sa stabilité. » C'est une déclaration de banqueroute politique. Et ce qu'ils veulent dire par « stabilité », c'est mettre un holà à la lutte sociale pour pouvoir payer l'énorme dette aux banquiers occidentaux. Les dirigeants cléricaux-nationalistes de Solidarność ont déjà fait cause commune avec le POUP. Et déjà les résultats de ce pacte contre les ouvriers se font sentir ; Solidarność a commencé à s'effiloche.

Dans toute la Pologne, Walesa, le briseur de grève numéro un du pays, a commencé à se faire huer par des grévistes. A Varsovie, des centaines de femmes ont manifesté contre une nouvelle loi, proposée par la hiérarchie catholique, qui rendrait l'avortement passible de trois ans de prison. Le général Jaruzelski se félicite de ce qu'Adam Michnik, le rédacteur en chef du nouveau quotidien de Solidarność, ait attaqué les syndicats communistes officiels. Et les chantiers navals Lénine de Gdansk, où Solidarność a pris naissance en 1980, sont maintenant sur le point d'être fermés. Une partie sera cédée à un consortium capitaliste anglo-polonais, dont le directeur déclare : « Il n'y aura pas de problèmes de grève dans les chantiers privés. Nous chasserons les syndicats des chantiers. »

Le monde politique polonais a été mis sens dessus dessous par les accords de la « table ronde » signés en mars dernier par la bureaucratie stalinienne banqueroutière et Solidarność, le « syndicat libre » financé par la CIA. Il y a huit ans, nous stigmatisions Solidarność pour être un « syndicat »-maison au compte des banquiers occidentaux. Lech Walesa et Cie encensaient Ronald Reagan, voulaient démanteler l'économie socialisée en Pologne et demandaient l'intervention du FMI, le cartel international des banquiers qui impose une austérité de famine pour rembourser la dette extérieure. Aujourd'hui, le gouvernement de Varsovie, en alliance avec Solidarność, a repris à son compte des pans entiers de ce programme, et ce sont les ouvriers polonais qui paient.

La base déclarée du pacte de la « table ronde » : créer les conditions de « la normalisation des relations financières avec l'Occident ». Cela signifie fermer des dizaines d'entreprises, jeter sur le pavé des centaines de milliers d'ouvriers, vendre les propriétés d'Etat à des entrepreneurs privés et à des multinationales étrangères, et supprimer les subventions accordées aux produits de première nécessité. Bronislaw Geremek, un des principaux négoc-

Walesa et Jaruzelski unis pour imposer aux ouvriers polonais un « traitement de choc » dicté par le FMI. A droite, les mineurs de cuivre de Silésie débraient le pacte gouvernement-Solidarność.



ciateurs de Solidarność à la « table ronde », explique : « Non seulement nous savons que la situation matérielle est aujourd'hui mauvaise, mais nous savons aussi qu'elle va certainement empirer » (Washington Post, 16 mars).

En échange de son rôle pour faire empirer la situation matérielle, Solidarność s'est vu accorder des « élections libres » frauduleuses à un nouveau sénat et 35 % des sièges au Sejm, la Chambre existante. Il est significatif que le directeur de campagne national de Solidarność ait été un capitaliste en bonne et due forme, Andrzej Machalowski, tandis qu'à Varsovie l'Association industrielle (un groupe d'entrepreneurs privés), conjointement avec la hiérarchie de l'Eglise, avait son mot à dire dans le choix des candidats de Solidarność.

De toute manière, dans ces élections, tous les candidats étaient pour soumettre la Pologne aux diktats du FMI. Les gestionnaires staliniens et les

porte-parole de Solidarność rivalisent de rhétorique sur le thème « qu'ils mangent de la brioche ». Le ministre de l'Industrie, Mieczeslaw Wilczek, un ancien bureaucrate devenu homme d'affaires millionnaire, parle comme Margaret Thatcher quand il s'oppose aux prix subventionnés pour le lait et les médicaments. Cherchant à attirer les investissements étrangers, Wilczek, dans une interview au magazine allemand *Der Spiegel* (16 janvier), déclare qu'« en Pologne, la main-d'œuvre est exceptionnellement bon marché » ! Et il veut faire en sorte qu'elle le soit encore davantage, comme à Taïwan ou en Corée du Sud.

Pendant que les intellectuels et les entrepreneurs cherchent à se lancer dans la carrière parlementaire, les travailleurs polonais luttent désespérément pour survivre économiquement. Les derniers mois ont vu une poussée de grèves exprimant la méfiance vis-à-vis du pacte Jaruzelski-Walesa. « La table ronde ne nous donnera pas à manger »,

scandaient des ouvrières du textile en grève à Lodz. Walesa a été voir les grévistes de l'aciérie géante de Huta Warszawa pour leur dire : « Je vous en supplie, laissez ces choses de côté pour un moment. » Début mai, 20 000 mineurs de cuivre ont fait grève et n'ont repris le travail qu'après avoir obtenu 30 % d'augmentation et des primes supplémentaires. (Bien sûr, ces acquis disparaîtront rapidement dans les cent pour cent d'inflation annuelle qui dévastent l'économie.)

Les ouvriers commencent à se rendre compte que Walesa et Cie sont des traîtres à leur classe. Ainsi, en mars dernier, des postiers en grève ont créé leur propre syndicat indépendant ; ils ont déclaré : « Solidarité ne s'identifie pas aux intérêts de la force de travail en grève. En allant vers un accord avec le gouvernement, Solidarité perd ses caractéristiques d'un syndicat et se transforme en mouvement politique intéressé à cogouverner le pays. Nous ne voulons pas être manipulés par le parti communiste et ses agences ou être encadrés par Solidarité » (*Christian Science Monitor*, 20 mars). Ce que ces postiers appellent le parti communiste est en réalité un ramassis de bureaucrates corrompus, cyniques et vénaux qui prostituent tout ce que représente le communisme.

La situation en Pologne exige un véritable parti communiste (c'est-à-dire bolchévique) pour porter le programme révolutionnaire : annulation de la dette payée aux vampires de Wall Street et à la Bourse de Francfort ; restauration de la planification économique centralisée sous contrôle ouvrier et non du diktat bureaucratique ; séparation stricte de l'Eglise et de l'Etat ; avortement libre et gratuit ; pour une révolution politique prolétarienne afin de balayer les staliniens banqueroutiers et établir un

Manifestation à Varsovie contre la loi réclamée par la hiérarchie catholique qui condamnerait les femmes à la prison pour avoir avorté.

